

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

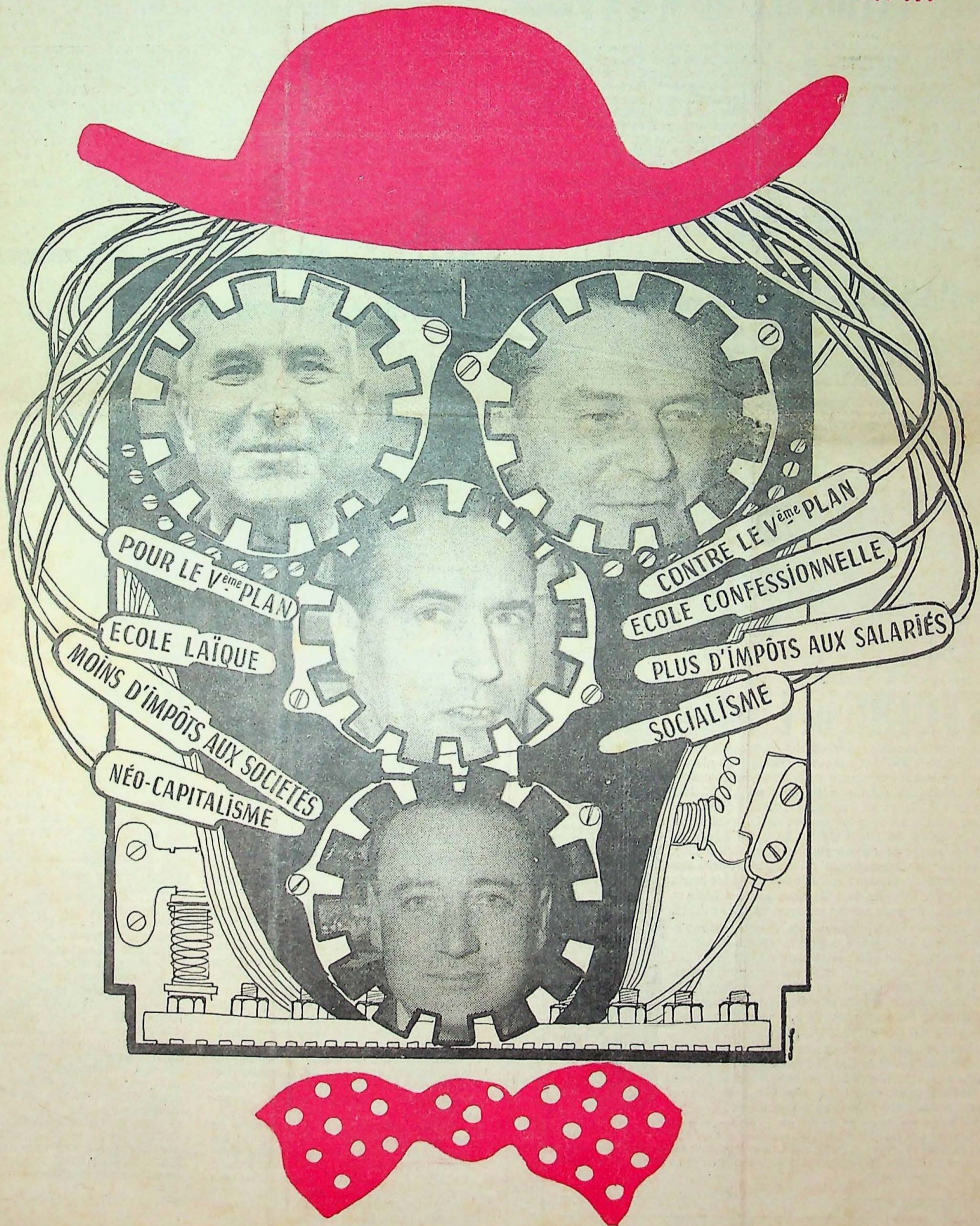
SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 241. — 22 MAI 1965

LES SUPERDEMOCRATES



RÉUNIONS ET MEETINGS DU P S U

Après les municipales et avant l'élection présidentielle, le Bureau national a proposé aux sections et fédérations l'organisation de meetings et réunions, au cours desquels les orateurs nationaux du parti préciseront les positions du P.S.U.

Jeudi 20 mai	NICE, avec Gilles Martinet.
	SALINS, avec Marc Heurgon.
Vendredi 21 mai ..	MARSEILLE, avec Gilles Martinet.
	DOLE, avec Marc Heurgon.
	ARRAS, avec Serge Mallet.
Mardi 25 mai	MONTLUÇON, avec Jean-François Kesler.
Mercredi 26 mai ..	TROYES, avec Marc Heurgon.
Jeudi 27 mai	BESANÇON, avec Marc Heurgon.
Vendredi 28 mai ..	SAINT-QUENTIN, avec Marc Heurgon.
	TOULOUSE, avec Harris Puisais.
Mercredi 2 juin	ANGERS, avec Harris Puisais.
Samedi 12 juin	CHATEAU-THIERRY, avec Harris Puisais.

JOURNÉE NATIONALE DU M R A P

Les commissions, ayant travaillé dans d'excellentes conditions le 15 mai, la Journée nationale du M.R.A.P. (Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme et pour la Paix) a obtenu le 16, à l'U.N.E.S.C.O., un très grand succès, réunissant plusieurs milliers de participants.

Edouard Depreux a été l'objet d'une longue ovation lorsqu'il a fait entendre le message du P.S.U., dénonçant le racisme, l'antisémitisme et les agressions contre certains peuples, partout où ces problèmes exercent leurs ravages, et qu'elles qu'en soient les victimes : juifs, arabes, chrétiens

d'Arménie, noirs, jaunes, gitans, etc.

Dans sa péroraison, après avoir flétri l'Afrique du Sud et la Rhodésie qui accordent à Hitler une manière de revanche posthume, il a exprimé le vœu que le M.R.A.P. disparaisse un jour faute d'emploi, à la suite de l'élimination de tous les germes de racisme et de toutes les menaces de guerre, mais il n'a pas caché qu'à ses yeux, une longue lutte serait nécessaire pour assurer la victoire des valeurs humaines sur toutes les formes de brutalité. Il a souligné le rôle de l'éducation pour obtenir ces résultats.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La presse locale et régionale a donné un large écho à la conférence de presse tenue par les Fédérations

du Pas-de-Calais et du Nord du Parti Socialiste Unifié pour présenter leur « Livre blanc » et proposi-

tions pour l'avenir de la région Nord-Pas-de-Calais.

MM. Julien Leclercq, secrétaire général de la Fédération du Nord du P.S.U. ; Jean-Marie Faivre, responsable de la Commission économique Nord - Pas - de - Calais, et Janin, secrétaire de la Fédération du Nord - Pas-de-Calais, ont présenté cette brochure qui peut être considérée comme le contre-plan, à l'échelon régional, que le P.S.U. oppose au projet gouvernemental du V^e Plan.

M. Leclercq indique que le P.S.U. propose une plate-forme commune à l'ensemble des forces de gauche françaises, syndicales et politiques. « Nous ne prétendons pas, poursuivait-il, apporter quelque chose de tout fait, mais seulement contribuer par nos travaux à l'élaboration d'une politique répondant aux aspirations économiques et sociales de toute la gauche française. » Tel quel, ce « Livre blanc » constitue, dès maintenant, une base de discussion proposée aux formations socialistes.

Il appartient à M. Faivre de présenter ce document à la rédaction duquel ont travaillé plus de cinquante personnes dont toutes, il faut le préciser, ne sont pas membres du P.S.U.

Des solutions proposées

M. Faivre s'attache à détailler les résultats des recherches sur les points précis tels que le logement, l'enseignement, la santé, les structures économiques, l'industrie, les Houillères, le textile, le littoral et les axes routiers. Il serait évidemment trop long

de rendre compte de ceux-ci par le détail, mais signalons toutefois que les enquêteurs, tout en faisant apparaître l'acuité de certains problèmes — le besoin en logements : 32.000 par an ; le nombre de jeunes à scolariser avant 1970 : 100.000 ; la hausse du coût de la construction : 100 % en cinq ans ; la crise du textile ; la grève des Houillères, etc. — se sont attachés à proposer des solutions qui, s'inscrivant dans le cadre du contre-plan du P.S.U., procèdent de la même démarche : importantes modifications de l'organisation économique, dégagement de ressources suffisantes et démocratisation de la vie locale et régionale. Etant entendu que, selon ce plan, la réorganisation de la vie économique doit commencer par la réforme de la gestion des entreprises, dans le sens d'un élargissement des pouvoirs de contrôle sur l'emploi, les salaires, les investissements ; par l'extension et le renforcement du secteur public ; par l'organisation du financement des investissements par nationalisation du crédit et création d'une banque nationale d'investissement, et que, d'autre part, le dégagement des ressources nécessaires implique avec la fixation du taux d'expansion à 5,5 %, le plein emploi des ressources nationales en hommes et en moyens matériels (priorité au développement de l'Education nationale et de la Recherche, abandon de la force de frappe, compression de certains revenus, etc.) ; enfin, que la démocratisation de la vie locale et régionale passe par l'extension du pouvoir des assemblées élues et par le regroupement des petites communes en unités plus grandes et des départements en régions.

(Extrait de « La Voix du Nord ».)

MUNICIPALES

Après Grenoble et Nîmes, un autre exemple : Château-Thierry

Petite ville de l'Aisne, Château-Thierry (10.000 habitants) avait une municipalité réactionnaire depuis 16 ans et ceci uniquement parce que socialistes et communistes n'arrivaient jamais à s'entendre.

Car, en effet, dans notre ville, on compte *grosso modo* un tiers de réactionnaires (4 U.N.R., indépendants et autres), un tiers de communistes, un tiers de socialistes, et la réaction ne régnait que parce que les partis de gauche étaient en désaccord. En 1965, pour la première fois, le P.S.U. entre en lice pour les élections municipales et son rôle a été déterminant. Notre section a été très active : tous les camarades ont fait preuve d'un esprit d'union, de détermination, et se sont dépensés sans compter pour appliquer les bases mêmes de notre idéologie socialiste : créer un front socialiste en unissant tous les éléments de gauche pour faire basculer la réaction.

Depuis plus de deux ans nous pensons aux élections municipales. Nous avons mis sur pied et développé un programme cohérent, nous penchant sur les dossiers de tous les secteurs de la ville.

Nous avons développé des contacts et souvent des relations cordiales avec nos camarades du parti communiste, de la S.F.I.O. et des différents syndicats. Avec les camarades de la S.F.I.O., nous avons eu quelques séances de travail communes. Ils étaient invités à nos réunions de formation, et ils y assistaient assez nombreux.

A tel point qu'un mois avant les élections le climat était plutôt favorable à une union des gauches.

Notre section aurait voulu la réali- ser dès le premier tour et avait pris une initiative dans ce sens, mais le parti communiste n'a pas accepté.

D'après eux, il fallait compter ses voix au premier tour et faire l'union au second tour. Un point était acquis : l'union des gauches se ferait au second tour.

Au premier tour, nous n'avons eu aucun mal à nous entendre avec les camarades de la S.F.I.O. et nous faisons avec eux une liste commune : 7 S.F.I.O., 7 P.S.U., 9 Syndicalistes socialistes bien étoffés, fruit des nombreuses séances de travail.

Les communistes présentaient leur liste et enfin la liste réactionnaire, soutenue par le député Rossi (R.D.) se présentant sous le sigle de

« l'union et l'expansion » comprenait les huit dixièmes de la municipalité sortante (U.N.R., indépendants, M.R.P. et quelques notabilités puisées dans la grosse bourgeoisie).

Leur campagne a été axée entièrement sur l'anticommunisme.

Les résultats étaient ceux que l'on attendait :

A l'exception de M. Lemret (tête de liste P.C.), arrivé en tête, les réactionnaires occupaient les dix-huit premières places de la liste. Venaient ensuite quatre communistes.

Donc, parmi les 23 premiers, sur 4.700 votants, 18 réactionnaires (moyenne des voix : 1.700) ; 5 communistes (moyenne des voix : 1.550). Nous étions les derniers avec une moyenne de 380 voix.

Notre tête de liste Bentz avait obtenu 1.500 voix et le dernier 730.

Le second tour a été sans histoire, en raison de notre détermination de faire l'union avec les communistes et en raison de l'attitude énergique des camarades de notre section qui a écarté les gêneurs et les saboteurs et a su neutraliser les campagnes de calomnie tendant à briser cette union.

La discussion avec les communistes n'a pas offert de grosses difficultés. Sur 23 nous avons pu obtenir 10 sièges dont 3 au P.S.U. et le résultat a été particulièrement bénéfique pour nous.

Sur 10 socialistes, 9 ont été élus dont 3 P.S.U. (la totalité) ; sur 11 communistes, 7 ont été élus et sur 23 réactionnaires 7 sont passés (presque tous des éléments nouveaux).

L'ancien maire et les éléments les plus nocifs ont tous été balayés.

En tête, chez les élus, Bentz, de la S.F.I.O.. Notre moyenne des voix a été de 2.300. C'était véritablement le triomphe de la liste de l'union des gauches. Une victoire socialiste résultant d'une longue préparation et d'un travail rationnellement mené et où la section P.S.U. de Château-Thierry a joué véritablement un rôle déterminant.

Depuis, notre travail municipal a commencé : deux séances plénières ont déjà consacré une union de fait. Dans la fraternité socialiste, des réalisations substantielles sont déjà en cours.

Dans cette atmosphère que nous avons su créer, même les éléments élus de la liste adverse semblent vouloir abandonner l'opposition pour adhérer à l'œuvre constructive qui commence à se concrétiser.

acclamée par toute la presse



Un événement (LES ANNALES, L'ÉCOLE LIBÉRATRICE). Une œuvre particulièrement excitante et géniale (FIGARO LITTÉRAIRE) Elle Faure best seller (PARIS MATCH). Une présentation remarquable (FIGARO). Monumental et indispensable (L'EXPRESS). Superbe édition (L'ŒIL). Si un amateur d'art devait se contenter d'un seul livre, c'est assurément celui-là qu'il devrait choisir : tout y est (GALERIE DES ARTS).

Elie Faure

HISTOIRE DE L'ART

Chacun se doit de posséder dans sa bibliothèque au moins une HISTOIRE DE L'ART. Mais laquelle choisir ? La plupart ne sont que de beaux albums : le texte a rarement un intérêt littéraire. Mais voici enfin, une HISTOIRE DE L'ART dont le ramage vaut le plumage. Car l'auteur, ELIE FAURE, est un grand écrivain admiré par les maîtres de la littérature et de l'art : « un auteur qu'il faut classer au premier rang de ceux dont notre pays peut s'enorgueillir », écrit André Billy. Ce texte, désormais classique nous est enfin offert dans une présentation digne de lui : deux volumes 22 x 28 de 540 pages reliés pleine toile, illustrés de 1.161 reproductions hélio et 101 en couleurs, réalisées par les meilleurs ateliers suisses. La presse acclame « cette monumentale édition admirablement illustrée, très abordable comme prix » (Pierre Courthion Arts). Très abordable en effet : la librairie PILOTE offre ces deux magnifiques volumes pour 28 Fr. par mois (10 mensualités) ou 3 mensualités de 88 Fr. ou 258 Fr. comptant, livrés franco. Et vous pouvez demander à examiner cette magnifique édition sans autre engagement que celui de renvoyer les volumes dans les cinq jours, si vous êtes déçu.

N'hésitez donc pas, car vous ne courez aucun risque, à nous adresser *dés maintenant* le bon ci-dessous, pour recevoir ces 2 volumes qui vous révéleront l'un des plus beaux textes de la langue française, et qui, par leur fastueuse illustration, seront un des trésors de votre bibliothèque.



BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, PARIS 7^e
 Veuillez m'adresser, pour examen gratuit, l'Histoire de l'Art d'Elie Faure. Si je ne renvoie pas l'ouvrage dans les 5 jours, je vous réglerai comptant 258 Fr. en 3 mensualités de 78 Fr. en 10 mensualités de 28 Fr.

Nom : _____ Profession : _____
 Adresse : _____
 N^o C.C.P. ou Bancaire : _____ Signature _____

T.S. 5

1500 PERSONNES ONT APPROUVÉ LES POSITIONS DU PARTI

- Sur la guerre au Vietnam • Sur l'agression américaine à St-Domingue.
- Contre le nationalisme gaulliste • Contre la force de frappe
- Pour une Europe socialiste dégagée des blocs militaires

Le meeting se tenant au soir du 13 mai 1965, Daniel Mayer commence par cette remarque :

Contrairement à ce que certains pourraient croire, nous ne sommes pas ici pour célébrer un anniversaire. Si nous le faisons, ce serait pour établir un bilan où apparaîtraient combien d'insuffisances (enseignement, situation sociale, démocratie de l'information, etc.).



Daniel Mayer.

Sept ans, c'est l'âge ingrat, la fillette se croit grande. Avant le 13 mai 1958, un seul pays d'Europe avait eu pour chef d'Etat un général, il venait d'Afrique du Nord et s'appelait Franco.

Mais nous ne sommes pas ici pour broser une fresque historique. Seulement pour établir le constat d'une situation internationale dégradée. J'évoquais tout à l'heure l'Espagne à propos de l'Europe. Il y a aussi le Portugal. Il n'y a d'ailleurs guère de pays actuellement où la déclaration des Droits de l'Homme, pourtant votée à l'O.N.U. par la majeure partie des nations de la planète, ne soit pas bafouée, considérée comme chiffon de papier.

Quant à la paix, elle n'a guère régné sur le monde depuis la fin de

la seconde guerre mondiale. Le seul moment où en commença à y croire fut celui où coexistaient Kennedy, Khroutchev et Jean XXIII. On pouvait espérer en une contagion de la sagesse. Aujourd'hui, d'escalade en escalade, vers quelle chute vertigineuse sommes-nous entraînés.

A Saint-Domingue, il y a deux Etats : Haïti et la République Dominicaine. A Haïti, des spadassins traquent, dans les rues des villes, libéraux, démocrates, syndicalistes. Mais dans l'autre bout de l'île, celle où une République essaie d'exister, c'est là que les U.S.A. interviennent. A quoi bon avoir battu Goldwater si c'est pour appliquer sa politique ? Au Vietnam, c'est une autre terre qui s'exerce avec la complicité de Washington. Il pose néanmoins une question en ce qui concerne la France : ceux qui ont participé à la guerre d'Algérie, ceux qui, par leur silence, ont encouragé la torture sont-ils qualifiés aujourd'hui pour dénoncer ce qui se passe en Extrême-Orient et dans les Caraïbes ? (Applaudissements.)

Daniel Mayer termine son allocution en excusant l'absence à ce meeting de deux camarades du Bureau national, Edouard Depreux et Marc Heurgon qui participent à d'autres réunions. Il salue la présence à la tribune d'un représentant des combattants dominicains, Rafael Alburquerque, responsable des Jeunes au Parti de la Révolution dominicaine, le parti de Juan Bosch.

Comme aujourd'hui, les U.S.A ne peuvent plus, en raison du rapport des forces internationales reprendre Cuba, ils ont décidé d'empêcher la formation de tout nouveau Cuba sur leur continent. Voilà pourquoi qui parle de liberté et de démocratie en Amérique latine est aussitôt taxé de communiste par Washington.

Or le plus souvent dans ces régions, les éléments du communisme soviétique ne font que suivre les mouvements révolutionnaires, ils n'ont pas l'initiative de la révolution. Une révolution ne peut réussir en Amérique latine que si elle dépasse les oppositions politiques et s'appuie sur la puissance des nationalismes.

Nous comprenons souvent mal ce phénomène en Europe, nous nous étonnons de certaines violences, nous voudrions voir s'instaurer là-bas des démocraties style européen. Il faut bien nous rendre compte que dans cette Amérique latine écrasée par la misère, pas seulement la misère sociale, mais la misère physiologique, une démocratie à l'euro-péenne, une démocratie pour peuples relativement bien nourris, n'est pas viable.

Il y a en France un certain nombre d'hommes de gauche qui restent silencieux sur ces problèmes. On les entend beaucoup plus s'étendre sur les questions d'éventail politique. Il faudra bien qu'ils nous fassent connaître un jour les raisons de leur silence. (Applaudissements.)

Après les événements de Cuba, nous nous attendions beaucoup plus à des événements semblables en Colombie et en Venezuela plutôt que dans la République Dominicaine qui nous semblait moins proche d'une explosion révolutionnaire. Mais la peur devait amener les U.S.A. à modifier le cours des événements, une peur aveugle, irraisonnée.

Essayons rapidement de replacer l'événement dans son contexte politique. Les U.S.A. avaient déjà débarqué à Saint-Domingue, en 1916, pour

des raisons analogues. Ils occupèrent l'île pendant six ans, puis cédèrent la place à une de leurs créatures locales, le dictateur Trujillo.

On sait comment les U.S.A., par la suite, durent abandonner Trujillo.

Lorsque Juan Bosch prit le pouvoir — Bosch plus libéral que socialiste — il eut le soutien de Kennedy qui pensait que le temps était fini où la démocratie américaine pouvait exercer le contrôle de l'Amérique latine en s'appuyant sur des dictateurs. Mais Juan Bosch eut contre lui l'Eglise dominicaine à cause de dispositions en faveur de l'enseignement public, la Standard Oil dont il menaçait les profits et un certain nombre d'autres grands intérêts. En mars 1964, Johnson, devant l'Alliance pour le Progrès, ne reprit pas le langage de Kennedy sur la lutte contre les oligarchies militaires, il ne parla plus que de lutte contre le communisme.

Mais la majorité des hommes que combattait Johnson n'étaient pas communistes. Ils ne demandaient que la liberté. S'ils se soulèvent aujourd'hui, c'est parce qu'ils s'aperçoivent que le seul pays d'Amérique latine qui ait réussi à obtenir cette liberté c'est le peuple cubain en prenant les armes. Fidel Castro fait école.

Les U.S.A., à Saint-Domingue, pourront peut-être jouer avec telle ou telleunte militaire associée à quelques civils plus libéraux. Ils ne pourront plus arrêter l'action populaire qui vient de prendre conscience de sa force.

Si on ne met pas obstacle aux interventions militaires américaines en Amérique latine, où celles-ci s'arrêteront-elles ? Qui, maintenant, pourra faire croire à la volonté démocratique des U.S.A. ?

Camarades d'Amérique latine, camarades de Saint-Domingue, votre combat, ici en France, rencontre un écho profond, le P.S.U., fidèle à ses principes, vous affirme sa solidarité. (Applaudissements.)

Harris Puisais : Saint-Domingue et l'Amérique latine

Nous entendons saluer aujourd'hui le vaillant peuple dominicain en lutte pour conquérir sa liberté ; il témoigne par son exemple du combat de tout les hommes contre l'impérialisme.



Harris Puisais.

L'Amérique latine compte cent millions d'alphabètes, cent quarante millions d'hommes sous-alimentés. Les masses en ont assez, leur révolte commence. Comment se fait-il qu'une partie de l'Amérique soit riche, bénéficie sur le plan intérieur d'un régime démocratique, et que l'autre soit pauvre et assujettie ? Ou sait que le pouvoir politique en Amérique latine appartient à de riches propriétaires, à de grands capitalistes protégés par les armées des U.S.A. On sait que l'emprise des grandes sociétés financières des Etats-Unis s'étend sur tout le continent latino-américain. Pendant ce temps, des paysans cultivent des terres qui ne leur appartiennent pas en échange d'une nourriture qui leur permet à peine de survivre jusqu'à trente ans.

Aussi ces peuples ont-ils compris que pour eux le seul moyen de s'émanciper, le seul moyen de sortir d'une situation alimentaire à peu près équivalente à celle des camps de la mort hitlériens, c'est de faire la révolution. L'expérience réformiste

libérale a échoué, elle n'a fait qu'intensifier la monoculture et établir le pouvoir de quelques seigneurs féodaux sur des milliers de paysans moins bien traités que les serfs du Moyen Age. En Amérique latine, 75 % des importations viennent des U.S.A. Et, quand il y a crise, ce ne sont pas les profits des grandes sociétés qui diminuent, c'est la misère des peuples latino-américains qui augmente.

L'Alliance pour le Progrès, créée par Washington, n'a rien apporté. Les U.S.A. ont promis la réforme agraire. Comme si les puissances féodales et financières pouvaient accepter une vraie réforme agraire qui se ferait à leur détriment. (Applaudissements.)

La réforme agraire ne peut pas être donnée par un tiers. C'est la grande leçon des événements de ces dernières années en Amérique latine — elle ne peut être que conquise, les armes à la main, par les peuples opprimés. (Applaudissements.)

Quand les U.S.A. investissent au sud de leur continent deux millions et demi de dollars, il rapatrient quatre millions de bénéfices. Retenez bien ce rapport, il vous montre ce que c'est que l'Alliance pour le Progrès : le pillage organisé par les grands intérêts de l'Amérique du Nord des richesses de l'Amérique latine.

A un moment, les U.S.A. ont pu croire que Cuba deviendrait leur allié. Mais la réalité a vite montré que Fidel Castro entendait rester fidèle aux principes de la Révolution cubaine. C'est ainsi que Cuba est devenu le premier pays socialiste d'Amérique latine. (Applaudissements.)

Le salut des combattants dominicains

Rafael Alburquerque, représentant de Juan Bosch, parlera en espagnol. Son arrivée à la tribune sera saluée par une tempête d'applaudissements.

La jeunesse et le peuple dominicains se battent depuis quinze jours dans les rues de Saint-Domingue pour la reconquête des droits constitutionnels de 1963 qui garantissent la fin de la grande propriété terrienne, l'émancipation de la classe ouvrière à la faveur notamment de l'action syndicale, pour tous, enfin la liberté, la vraie liberté.



R. Alburquerque. Son intervention fut traduite par Ch. Guerche.

Cette Constitution a été foulée aux pieds par un groupe de potentats dont elle gênait les intérêts.

Cette Constitution, elle garantissait l'épanouissement du peuple : des ouvriers, des étudiants, des pères de famille. Elle devait nous aider à bâtir une nation où le paysan aurait cessé de mourir de faim, où l'ouvrier au-

rait pu se vêtir. L'impérialisme américain a exploité notre peuple, mais aujourd'hui il a en face de lui un peuple qui résiste, un peuple qui sait qu'il finira par vaincre.

Au nom de cette jeunesse qui verse son sang dans les rues de la vieille cité, je vous dis que jamais l'oligarchie américaine, la hiérarchie religieuse ne réussiront à nous imposer le gouvernement de leur choix.

L'impérialisme yankee a perdu la bataille, toute l'Amérique latine prend le chemin de l'insurrection. Le réformisme est mort, la révolution est en marche, c'est Washington qui l'a voulu. Au nom des Dominicains en lutte, je remercie les Français de leur solidarité.

La salle entière se lève et longuement applaudit Rafael Alburquerque, les militants dominicains présents dans la salle et, par devers eux, le vaillant peuple dominicain.

PORTE-MONNAIE TROUVE

Lors du meeting, le jeudi 13 mai, à la Mutualité, un porte-monnaie a été trouvé dans la salle. Le réclamer au siège national du P.S.U., 81, rue Mademoiselle.



(Reportage-photos : Elle Kagan.)

A la tribune : Pertus, du secrétariat national des E.J.U. ; Claude Dubois, secrétaire de la Fédération de Paris ; Georges Gontcharoff, secrétaire de la Fédération de banlieue ; Harris Paisais, Pierre Naville, Gilles Martinet, du Bureau national ; Daniel Mayer, président de la séance ; Claude Bourdet, Jean Popperen, du C.P.N. ; Christian Guerche, de la Fédération de Paris ; J. Vivien, de « T.S. ».

Pierre Naville : la guerre au Vietnam Reconnaissance du F.L.N.

Les événements de Saint-Dominique ne nous montrent pas seulement un peuple en lutte pour sa liberté. Nous entrons peut-être dans les débuts de ce qui pourrait devenir une troisième guerre mondiale. La guerre froide est en train de devenir chaude à travers une série d'interventions, d'affrontements qui prennent un caractère massif. Le moment n'est plus seulement de réfléchir, il est temps d'envisager quelle action mener.



Pierre Naville.

Les points chauds du globe, vous les connaissez ; ils s'appellent : Sud-Est asiatique, Moyen-Orient, Angola, Afrique du Sud, Amérique latine. Sur tout cela plane le grand affrontement des puissances nucléaires, dont les armes circulent déjà sur des orbites autour de la Terre. Les conflits secondaires sont pris dans les mailles d'un filet international que trois ou quatre grandes puissances tiennent entre leurs mains. Derrière tout cela, il y a un boom colossal des fabrications d'armes qui se traduit par des influences marquantes sur tous les marchés boursiers.

Il y a danger de guerre généralisée à partir du théâtre d'opérations vietnamien. Le peuple du Vietnam est à nouveau entré dans la voie des sacrifices pour retrouver son unité face à tout le monde et malgré tout le monde. Une paix provisoire avait été conclue après le conflit avec la France. Les accords de Genève signés par l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la France, mais non par les U.S.A. et la Chine, interdisaient toute entrée de combattants, toute livraison d'armes, toute création de base militaire au Vietnam. La déclaration finale sur le Cambodge et le Laos interdisait toute ingérence dans les affaires intérieures de ces deux pays.

Aujourd'hui, nous ne voyons pas seulement l'Amérique créer des bases, envoyer des soldats, laisser des gouvernements fantoches empêcher des élections libres. Nous voyons, à la merci d'une cascade de coups d'Etat des juntes militaires mettre leur pays

de plus en plus à la merci de l'intervention américaine et créer une situation qui tend vers une occupation militaire totale du Vietnam par les U.S.A.

Nous voyons s'implanter au Vietnam les premières unités de forces militaires qui entreraient en action dans une troisième guerre mondiale. Les moyens mis en œuvre ne sont plus ceux de la deuxième guerre. On parle d'armes bactériologiques, des armes atomiques sont en place sur les navires de la VII^e Flotte.

Et pourquoi cette armée combat-elle ? Johnson répond : pour empêcher que sur aucun point du globe ne s'instaure un gouvernement représentant des forces populaires.

Les Américains disent : nous combattons le Vietnam du Nord parce qu'il aide le Vietcong dans le Sud. Mais qu'est-ce que ce soutien, en comparaison de celui apporté par les U.S.A. à Saigon ?

Si la Résistance est si puissante au Vietnam, c'est, comme le laisse entendre Washington, parce qu'elle est enracinée dans le cœur du peuple. C'est bien contre ces mouvements d'émancipation que Washington a engagé la guerre.

Mais déjà des voix s'élèvent aux U.S.A. Cela aussi, il faut le dire. L'Amérique connaît un début d'opposition intérieure comme elle n'en a jamais connu.

A tous ces amis américains qui commencent à manifester leur réprobation nous répondons : « Nous sommes avec vous. »

Car, à l'action de guerre internationale, il faut opposer une autre action internationale. (Applaudissements.)

Dans toutes les régions du monde, les forces socialistes commencent à se concerter, car il s'agit pour nous d'aider le peuple vietnamien et non pas d'arbitrer un conflit.

Et pourquoi Paris n'entre-t-il pas en contact avec le gouvernement de Hanoi ? La question vaut d'être posée, car c'est alors qu'on s'aperçoit que pour parler valablement d'indépendance on ne peut le faire au nom de militaires engagés dans la guerre d'Indochine en 1945, ni en celui de la force de frappe.

Nous seuls pouvons dire : « Nous voulons que Hanoi soit reconnu comme interlocuteur valable, nous réclamons le boycott de Saigon. La paix ne peut être restaurée que par le triomphe de la révolution au Vietnam. (Applaudissements.)

Claude Bourdet : Contre l'armement atomique et la force de frappe

Il m'appartient de vous parler des entraves que la force de frappe apporte à ce qui pourrait être une véritable politique étrangère française. Ce qui a été fait aboutit à si peu de chose.

Nous savons le prix élevé et le peu d'efficacité de la force de frappe. On dit que cette bombe comporte la volonté d'indépendance française. Tout cela est faux. Cela nous détourne de nos objectifs réels. Cette bombe ne peut être séparée de l'orgueil, du chauvinisme dans lesquels baigne la politique française.

A cause de sa bombe, la France a



Claude Bourdet.

saboté la Commission des 18, la Commission du désarmement à Genève. Elle a perdu la chance, ce jour-là, de jouer un rôle dynamique chez les Non-Engagés.

En examinant même les aspects positifs de la politique de de Gaulle, on peut dire que cette bombe ne sert à rien. Sa politique d'indépendance, de Gaulle ne la doit pas à la bombe. Il a seulement compris, après une soixantaine de petits pays, qu'à l'âge des grandes puissances, une moyenne puissance peut se permettre de faire exactement ce qu'elle veut. C'est assurément une politique qu'on n'aurait pas imaginée sous la IV^e République. Mais la différence entre le neutralisme et le gaullisme c'est la différence entre la recherche de la paix et la recherche d'un leadership.

La preuve : quand Kennedy et Khroutchev essayaient de s'entendre, de Gaulle tenta de torpiller l'accord. A présent, il suffirait que Johnson change d'avis ou soit remplacé

par un libéral pour que de Gaulle change, à son tour, de politique internationale.

Si la politique étrangère française reste verbale, ne débouche pas, c'est à cause du régime gaulliste. Au Chili, on lui a rappelé certaines retombées radioactives.

Autre élément, la nature du régime. Les militaires, le Quai d'Orsay, les financiers qui soutiennent de Gaulle sont très favorables au Pacte Atlantique. La base sociale du gaullisme

est contraire à une vraie politique d'indépendance.

On ne vaincra le gaullisme qu'avec une politique neutraliste. Le gaullisme nous pose un problème : il nous oblige à aller plus loin, à élaborer une véritable politique française des engagements, à imaginer une action commune avec les non-alignés pour forcer les grandes puissances à renoncer à leurs armes atomiques. Nous devons faire d'un tel programme, le programme de la gauche française.

Gilles Martinet : contre le rassemblement démocratique de Defferre

Aujourd'hui une protestation qui n'est pas liée à une politique risque d'apparaître comme un simple témoignage de bonne volonté, comme un acte susceptible de libérer notre conscience, mais non point de persuader les peuples en cause qu'il puisse exister entre eux et notre propre peuple une solidarité réelle.



Gilles Martinet

Qu'elles le veuillent ou non, les forces progressistes du tiers monde sont conduites à se tourner vers l'Europe et, en premier lieu, vers les pays européens à structure planifiée et socialiste. L'existence de ces structures socialistes ne garantit pas qu'une politique nouvelle sera faite. Nous le voyons notamment dans les rapports entre l'U.R.S.S. et ses partenaires. Mais au moins elle donne la possibilité effective de faire cette politique, possibilité qui n'existe pas dans le cadre des structures capitalistes.

Puis Gilles Martinet aborde le problème du rassemblement démocratique de Defferre.

Nous ne voulons pas d'un programme qui tourne le dos à la solution socialiste, nous ne croyons pas à un programme socialiste qui puisse être réalisé avec le concours et la collaboration d'une partie des forces bourgeoises de ce pays.

Il y a un an et demi, un certain nombre d'hommes appartenant à la direction de la S.F.I.O. nous ont dit qu'ils étaient d'accord sur l'alternative socialiste, d'accord pour rejeter les anciennes alliances centristes, d'accord pour penser qu'une solution de gauche était inconcevable sans l'appui des communistes. Nous avons donc engagé le débat. Nous l'avons interrompu quand ces mêmes hommes, qui parlaient toujours de solution socialiste, ont fait alliance, à l'occasion des élections municipales, avec une importante fraction de la droite. Un contraste aussi flagrant entre les paroles et les actes marquait à nos yeux une rechute vers le traditionnel opportunisme. Mais on nous disait alors : « Attendez. Cela n'est qu'un mauvais épisode. Nous ferons d'autres propositions après les élections. »

Ces propositions sont effectivement venues. Il s'agirait maintenant non plus de regrouper des socialistes, mais de construire un front général de centre-gauche comprenant notamment les radicaux et le M.R.P. C'est la fameuse formule du parti démocrate « à l'américaine » destiné à remplacer à la fois le parti socialiste et les formations centristes. Quels que soient les slogans publicitaires, le vernis moderniste et les gadgets, eux aussi « à l'américaine », dont on entoure l'opération, celle-ci nous ramène tout simplement à l'une de ces

vieilles combinaisons de la IV^e République, génératrice d'ambiguïté et d'impuissance !

Un interrupteur S.F.I.O. : Et Grenoble !

Nous y revenons. On nous dit que l'opération s'inspire de l'élection de Grenoble. Cela est faux. A Grenoble, le M.R.P. n'était pas avec nous, mais contre nous et nous avons eu la victoire d'abord parce que nous avons su effectivement atteindre les couches nouvelles de travailleurs, mais aussi, il ne faut jamais l'oublier, parce que nous avons eu, au deuxième tour, l'appui des communistes auxquels nous avions, d'ailleurs, offert l'alliance dès avant le premier tour. Oui, il s'agit en fait d'une vieille combinaison et il faut beaucoup de naïveté pour croire que l'on va résoudre par le jeu de statuts fédéraux et la promesse de disciplines électorales, les contradictions que cette combinaison recelait jadis et qu'elle recèle toujours.

La manière dont Defferre parle de l'indépendance européenne ressemble à la manière dont il parle du nouveau statut laïque ou de la future alliance avec un parti communiste rénové. Tout est renvoyé à demain. En attendant, on ne dit rien sur le Vietnam et sur Saint-Domingue et l'on s'abstient de placer le parti communiste devant la moindre proposition et la moindre initiative qui le forceraient à se déterminer et peut-être effectivement à changer.

Mais ce qui me paraît le plus négatif dans la démarche du candidat de la S.F.I.O., c'est qu'elle rend un immense service au général de Gaulle. (Applaudissements.)

Nous allons à une bataille politique importante, celle de l'élection présidentielle. Le bon sens conseille que l'on ait un seul candidat de gauche face à de Gaulle. Defferre fait en sorte qu'il y en ait plusieurs et au thème de l'indépendance choisi par de Gaulle, il s'apprête à apposer les mérites d'un conglomérat M.R.P.-radical-S.F.I.O., dont le seul dénominateur commun sera la fidélité à l'alliance américaine.

Que cherche en fait de Gaulle ? A jouer le rôle le plus important possible sur la scène internationale en utilisant avec, il faut le reconnaître, une grande habileté, toutes les occasions qui lui sont offertes, comme le disait Claude Bourdet, très justement. Il n'est, par tendance, ni pour l'Europe, ni pour la décolonisation, ni pour l'aide aux pays sous-développés, ni pour le rapprochement avec les pays communistes : il lutte simplement pour que la France, identifiée à sa personne, devienne l'égal des Etats-Unis au sein de l'alliance occidentale.

Tout cela devrait donner de grandes chances à une gauche qui oserait être elle-même, c'est-à-dire qui oserait être socialiste et qui oserait s'attaquer à l'hégémonie américaine. A partir du moment où l'on est décidé à aller dans cette voie, les équivoques ne sont pas de notre côté, elles sont du côté de de Gaulle. (Applaudissements.)

C.G.T.

Le congrès pour l'unité d'action avec les autres centrales

Le congrès commence par un long rapport d'allure très classique présenté par Léon Mauvais au nom du Bureau fédéral. Pendant ce rapport — qui est rarement interrompu par des applaudissements — l'orateur se réfère plusieurs fois à Benoît Frachon qu'on reconnaît à la tribune avec son éternelle pipe.

Léon Mauvais indique tout d'abord que la C.G.T. fête cette année son soixante-dixième anniversaire et la F.S.M. — représentée notamment par Louis Saillant — son vingtième anniversaire (en dépit de la scission qui aboutit, en 1948, à la naissance de la C.I.S.L.).

Puis l'orateur souligne « la stagnation de la production industrielle globale », laquelle n'exclut pas une progression dans la chimie mais se traduit par une régression dans le textile et l'automobile, une absence de progression et même un recul dans les industries d'équipement.

Léon Mauvais s'attache à mettre en lumière la responsabilité du plan de stabilisation dans cette situation, tout en affirmant que « l'expansion » ne modifie pas « la nature du capitalisme » pas plus que les plans ne transforment « le caractère anarchique de la production capitaliste ».

L'orateur enregistre à cet égard une progression du chômage, une réduction du pouvoir d'achat au cours de l'année 1964 et des premiers mois de 1965 (réduction confirmée par les enquêtes de l'I.N.S.E.E.) et il met en cause le poids des dépenses militaires (en particulier de la force de frappe) qui ont un effet inflationniste. Il n'y a pas stabilisation mais seulement ralentissement de la hausse des prix.

Le développement des luttes

Léon Mauvais traite ensuite du développement divers des luttes depuis le XXXIV^e congrès (1962), développement illustré notamment par les journées des 18 mars 64, des 2 et 11 décembre, des 27 et 28 janvier dernier.

L'orateur met l'accent sur l'augmentation des impôts directs payés par les salariés et sur les incidences des réductions d'horaire. Il indique que la C.G.T. lance une grande campagne pour l'allègement de la fiscalité.

Après avoir indiqué « la nécessité de trouver de nouvelles voies pour développer l'action dans le secteur public », Léon Mauvais insiste sur la situation particulière du secteur privé. Mentionnant le refus du C.N.P.F. de répondre aux propositions de discussions de la C.G.T., il évoque les luttes actuelles dans la métallurgie : chez Peugeot et chez Berliet, les débrayages dans le Rhône, la Loire-Atlantique, le Doubs, la Loire.

L'orateur estime qu'il convient de donner aux luttes un caractère plus vaste, plus coordonné, ce qui n'exclut pas les luttes particulières par entreprise, par service, par catégorie. Il faut s'efforcer d'aboutir à la négociation de véritables conventions collectives et obtenir une indemnisation du chômage partiel. Au premier plan de l'actualisation du programme d'action du XXXIV^e congrès, le secrétaire de la C.G.T. place la fixation contractuelle d'un véritable salaire minimum dans l'industrie privée.

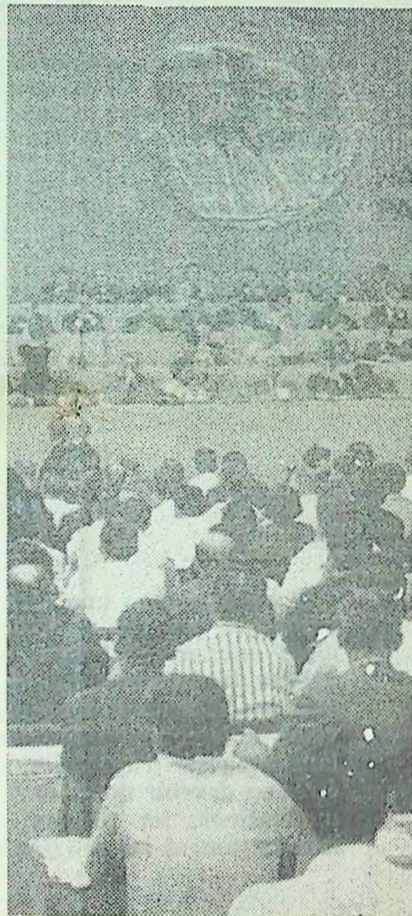
Dans la partie de son rapport intitulé « lutte pour la défense des libertés et pour la paix », Mauvais se prononce pour un programme commun de progrès social, d'indépendance nationale et de paix. L'orateur a déclaré que « la C.G.T. ne se prêterait pas aux combinaisons de certains milieux de la grande bourgeoisie qui cherchent une solution de rechange, maintenant une politique tout aussi réactionnaire et une soumission à l'impérialisme américain ». Allusion transparente à la tentative de Defferre, encore qu'aucun nom n'ait été prononcé.

Selon le leader cégétiste, l'union des forces démocratiques devrait permettre la nationalisation des secteurs-clés de l'économie et une gestion démocratique des industries nationalisées. Il préconise également des mesures visant à assurer la publicité aux profits. Dans ces conditions, la C.G.T. serait favorable à « un plan

de développement économique et social démocratiquement élaboré et contrôlé ». Par ailleurs, il faut conquérir de nouveaux droits pour les travailleurs, notamment dans l'entreprise.

Après avoir parlé longuement des liaisons internationales de la C.G.T. et avoir insisté sur la nécessité d'une action commune des syndicats des pays du Marché commun, Léon Mauvais a condamné en termes très énergiques — et aux applaudissements des délégués — la politique d'agression des Etats-Unis au Vietnam et à Saint-Domingue. Il a noté également « une évolution intéressante de la politique française » marquée par la reconnaissance de la Chine populaire, la politique de neutralité au Vietnam, les entretiens franco-soviétiques.

Avant de traiter du renforcement de la C.G.T. — en particulier par le moyen de l'éducation syndicale — le porte-parole du Bureau confédéral a montré les progrès de l'unité d'action, malgré les difficultés qui subsistent. S'exprimant en termes très



(Photo Agip.)

Une ambiance de combat.

modérés à l'égard des autres centrales et de leurs dirigeants, il a déclaré que « pour la première fois, depuis la scission, une action revendicative d'ensemble a été décidée par les organisations nationales C.G.T., F.E.N., F.O. et C.F.T.D. ».

Par contre l'orateur a critiqué le congrès extraordinaire de la C.F.T.C. qui aboutit à la fondation de la C.F. D.T. en raison des « calomnies anti-communistes contre la C.G.T. ». Il a assuré que de nombreux militants F.O. sont opposés à un regroupement partiel avec la C.F.D.T. qui, en liquidant les organisations F.O., aurait pour but de faire pièce à la C.G.T. et de freiner la marche à l'unité syndicale. Il faut noter toutefois qu'à Toulon, le C.C.N. de F.O. a qualifié, une fois de plus, la C.G.T. de « courroie de transmission » du parti communiste et condamné l'unité avec elle.

Mais les dirigeants de la C.G.T. n'en estiment pas moins que l'idée de l'unité est en progrès, que l'aspiration à l'unité existe chez les travailleurs de toutes tendances. D'où la proposition de Léon Mauvais de donner « un caractère systématique permanent à la consultation, à la concertation et à la direction en commun du mouvement revendicatif ».

Maurice Combes.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les « démocrates » ont voté les allègements fiscaux d'impôts aux sociétés que condamnaient les partis de gauche

A l'Assemblée nationale, cette semaine, a eu lieu un très important débat sur le projet de réforme de l'impôt sur les sociétés présenté par le gouvernement.

Le vote qui a eu lieu a regroupé les hommes qui s'étaient déjà réunis, il y a quelques mois, pour adopter le projet d'orientation du V^e P.A.N. (Harris Puisais en analyse les conséquences politiques, dans l'éditorial du présent numéro). Mais également la conclusion du débat et la polémique publique, à laquelle il a donné lieu entre M. Giscard d'Estaing et ses fonctionnaires (syndicat C.G.T. du ministère des Finances), sont riches d'enseignement.

Sur quatre plans :

1 Le cadeau accordé aux sociétés et à leurs actionnaires est de taille : de l'ordre de 70 milliards d'anciens francs par an, dont plus de 50 au seul titre du « crédit d'impôt » attribué aux actionnaires (quand une société leur versera 1.000 F de dividende, le fisc y ajoutera 500 F, à déduire des autres impôts dus par cet actionnaire).

Sans entrer dans le détail de cette réforme complexe, disons qu'elle se traduira essentiellement par :

- un allègement substantiel de l'impôt sur les dividendes distribués (voir ci-dessus), dont le prétexte a été qu'il « fallait aligner la fiscalité française sur celle des autres pays du Marché commun ». Simple prétexte, assurément, puisque le gouvernement ne songe nullement à alléger nos taxes sur la consommation (qui sont parmi les plus lourdes du monde) pour les aligner sur celles, plus légères, de nos voisins (plus de 60 % des recettes fiscales françaises viennent des taxes sur la consommation) ;

- une réduction des impôts sur les plus-values réalisées par les sociétés (en particulier les plus-values foncières) et des droits d'enregistrement sur les fusions de sociétés ;

- une extension des privilèges fiscaux accordés aux sociétés mères dans leurs rapports avec leurs filiales. Pour l'essentiel, ces nouveaux avantages ne concerneront que les grosses sociétés.

2 Le Parlement s'est montré plus réactionnaire que le gouvernement. Il a en effet exigé qu'on déduise pendant dix ans (au lieu de cinq) les moins-values qu'auraient pu constater des sociétés à l'occasion de la réévaluation de leur bilan et qu'on ramène de 12 % à 1,20 % le droit frappant certaines augmentations de capital, en cas de fusion de sociétés.

3 Dans sa controverse avec ses propres fonctionnaires (C.G.T.), M. Giscard d'Estaing s'est montré extrêmement gêné. Non seulement il n'a contesté aucun des chiffres avancés par les syndicalistes de la rue de Rivoli, mais encore il n'a guère brillé dans sa déclaration d'affection envers les petits contribuables salariés.

Le rappel des fonctionnaires C.G.T. était pourtant très incisif : depuis 1959, disaient-ils, l'impôt sur les sociétés n'a cessé de s'alléger, puisqu'il a augmenté quatre fois moins vite que le chiffre d'affaires de ces entreprises (respectivement 11,3 % en trois ans, contre 41,9 %). Cela s'explique par les allègements successifs d'impôts que le gouvernement et le Parlement gaullistes ont accordés aux grosses entreprises, ces dernières années :

- système très avantageux des amortissements dégressifs et des sociétés mères et filiales ;

- réductions d'impôt sur les augmentations de capital, les fusions et les liquidations ;

- exonérations d'impôts sur le revenu pour les dividendes et les obligations ;

- réductions d'impôt sur les transactions en Bourse ;

- privilèges pour les constitutions et les bénéfices des sociétés immobilières d'investissement.

Au total, les faveurs ainsi faites aux sociétés dépassaient déjà de beaucoup 100 milliards d'anciens francs par an. Les nouveaux dégrèvements viendront arrondir le cadeau.

Mais comme l'Etat ne diminue pas pour autant ses dépenses, il faut bien que ce soit quelqu'un d'autre qui paie la note fiscale. Les fonctionnaires C.G.T. des Finances ont dit qui : les salariés.

Depuis 1959, l'impôt payé par les salariés augmente deux fois vite que leur revenu : 67,2 % en trois ans, au lieu de 35,7 %. Comparons ce chiffre de 67,2 % avec l'augmentation de l'impôt sur les sociétés dans le même temps : 11,3 %. On le voit, l'impôt payé par les salariés augmente six fois plus vite que l'impôt sur les sociétés ! Oui : six fois !

Faute de pouvoir contester les chiffres, Giscard d'Estaing a attaqué la IV^e République et s'est prévalu de bons sentiments envers les petits contribuables. Rappelons donc quelques chiffres importants, qui viennent à l'appui de la thèse de la C.G.T.

● En dix ans (1952-1962), c'est-à-dire sur une période qui couvre aussi bien la IV^e République que la V^e, l'impôt sur le revenu payé par les salariés s'est accru de 327 %, c'est-à-dire plus que l'impôt sur les sociétés : 170 %. Vu les chiffres cités plus haut, il est clair que la V^e République a été plus favorable encore que la IV^e aux sociétés.

● Depuis la V^e République (1959-1965), le versement forfaitaire (de 5 %) que les salariés paient sur les salaires (en plus de l'impôt sur le revenu) a augmenté de 90 %. Mais, dans le même temps, la taxe « complémentaire » que les non salariés paient (en plus de l'impôt sur le revenu) a... baissé de 55 %. Cette opposition est claire, non ?

● S'il faut encore préciser, rappelons que l'impôt sur les sociétés, qui représentait, en 1959, 11,5 % de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat, n'en constitue plus cette année que 8 %, et représentera l'an prochain une part plus faible encore, en raison précisément de la nouvelle loi.

Arrêtons là les chiffres, les faits sont assez clairs.

La plate-forme fiscale

4 Le dernier intérêt du débat de cette semaine a été d'amener la C.G.T. à proposer une sorte de « front fiscal » non seulement à l'ensemble des organisations syndicales (1), mais aussi aux partis politiques, aux groupements familiaux et aux organisations d'artisans.

La plate-forme proposée comporte cinq points ; deux offensifs :

- création d'un impôt sur le capital ;

- imposition comme profits (et non plus comme salaires) des gains des dirigeants de sociétés ;

- et trois défensifs :

- suppression ou réduction des taxes frappant les produits ou articles « de large consommation » ;

- majoration des abattements forfaitaires accordés aux salariés (45 % au lieu de 30 %) ;

- enfin, élévation du seuil de revenu annuel donnant lieu à imposition (500.000 anciens francs au lieu de 240.000).

L'idée d'un front commun offensif de la gauche en ce domaine fiscal est bonne et rejoint la stratégie défendue depuis longtemps par le P.S.U. : ne pas se contenter de dénoncer le pouvoir gaulliste, mais opposer à ses plans d'autres plans. Certes, le contenu de la plate-forme C.G.T. demande à être précisé (quels produits de consommation seraient détaxés ?) et complété (il faut réclamer la suppression des principaux privilèges fiscaux des sociétés et une lutte effective contre la fraude). Mais les propositions de départ sont déjà intéressantes et le débat entre organisations permettra de les élargir.

Si le cadeau fait aux sociétés par les gaullistes et les centristes devait finalement permettre une contre-offensive sérieuse et générale de la gauche sur le front fiscal, l'affaire n'aurait pas été entièrement négative. Il dépend en partie de nous que cette contre-offensive ait lieu et s'étende.

(1) F.O. et la C.F.D.T. ont, de leur côté, insisté sur ce problème fiscal au cours des derniers mois.

M. Rungis.

Comme certains mois trop connus apportent aux Français leur ration de soucis sous la forme du fatidique feuillet du percepteur, de même et chaque année davantage, les parents connaissent les affres des multiples questionnaires et dossiers d'inscription dont le ministère de l'Éducation nationale agrmente la vie scolaire.

Le grand tourbillon de l'orientation

Dès novembre, dès le C.M.2, en continuant par la F.E.P., la 5^e, la 3^e, la 2^e, la 1^{re}, et bientôt à l'issue des classes terminales, il faut dire, avant que l'année d'étude n'ait encore donné aucun résultat, quelles conclusions on en tirera pour l'orientation de l'année suivante. Par suite, dès les mois de mars ou d'avril, un grand nombre des élèves savent s'ils vont passer dans la classe supérieure. Ce qui rend particulièrement ardue la tâche des professeurs qui ont l'innocence de vouloir les faire travailler jusqu'à la fin de l'année.

Ce n'est pas tout que d'être étourdi par des sigles mystérieux : 6^e du G.O.D., C.E.S., C.E.G., classes asso-



...de malheureux élèves se retrouvent coincés dans une impasse.

ciées, 2^e T.M., 2^e T.I., 2^e I., 2^e T.E., 2^e T.S.O., etc. Réjouissez-vous si vous appartenez nettement à un régime, celui d'avant la réforme de 1959 ou celui d'après. Mais, comme

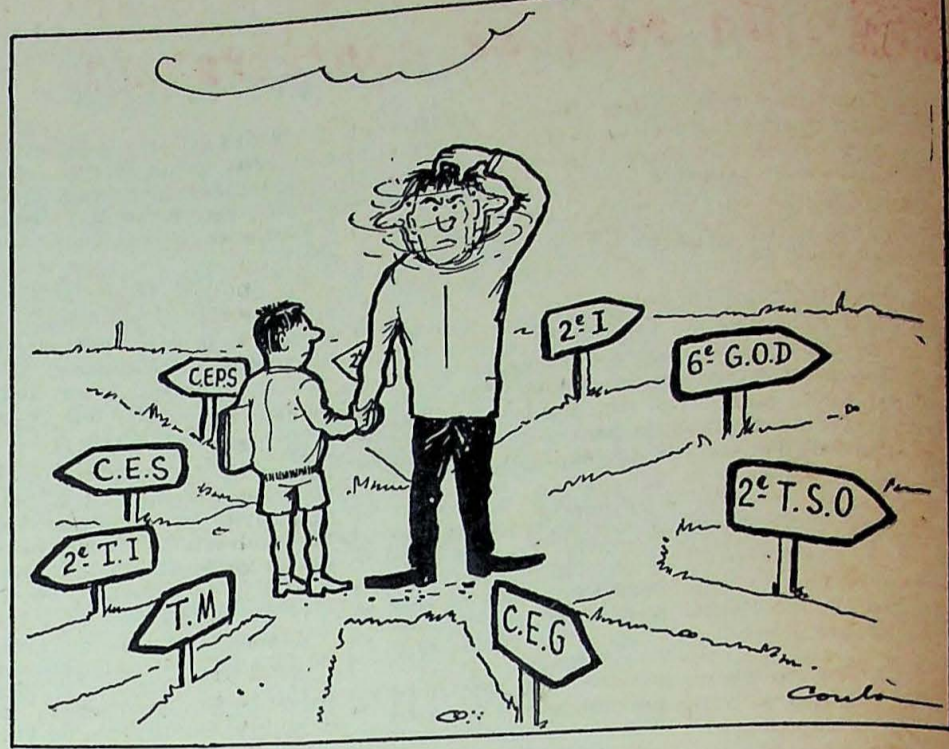
les interprétations de cette réforme ont varié au moins une fois chaque année, utilisez bien la terminologie en cours, faites attention de ne pas exporter inconsidérément une appellation d'un département à l'autre. Vous risqueriez de retrouver votre enfant dirigé dans une voie parfaitement inattendue. Et, en attendant que la réforme prenne forme, il y a de malheureux élèves qui n'ont pas pu s'empêcher d'exister. Ils sont nombreux à se retrouver coincés dans des impasses. C'est le cas de tous ceux qui ont préparé un brevet d'enseignement industriel en croyant que ce diplôme menait quelque part. C'est le cas aussi de ceux qu'on a laissé continuer jusqu'à 17 ou 18 ans en 3^e pour leur annoncer qu'à cet âge il n'y a aucun moyen de formation professionnelle susceptible de leur donner un emploi. C'est le cas aussi des élèves que notre enseignement a pris la responsabilité de conserver jusqu'en 1^{re} pour les éjecter ensuite vers une « vie active » qui n'a que faire d'eux. Et l'on est en train de préparer pour 1966 les mêmes voies de garage pour les bacheliers non admis en faculté.

On peut dire que dans l'enseignement français il y a quatre sortes de sections : 1) celles qui sont créées mais qui ne fonctionnent pas ; 2) celles qui fonctionnent, bien que non créées ou supprimées ; 3) celles qui sont créées sous une forme et qui fonctionnent sous une autre ; 4) celles qui fonctionnent conformément aux textes officiels. La situation n° 4 n'est pas toujours la plus générale.

qui conditionnent, pour l'essentiel, l'orientation des élèves (voir l'article « La démocratisation de l'enseignement dans le n° 234 de « T.S. »).

2) Malgré la création d'une prodigieuse quantité de conseils de classe, groupes d'orientation, commissions d'admission, aucun système réel d'observation et surtout de développement des aptitudes n'a été institué. Trop souvent les professeurs les mieux intentionnés et les plus compétents se contentent « d'observer » que l'enfant X a 7 de moyenne en latin et qu'il ne pourra pas suivre dans la classe supérieure. Absolument rien dans la formation des maîtres (formation que l'on se préoccupe d'ailleurs d'écourter et non de renforcer) ni dans les méthodes d'enseignement n'ayant changé, on ne voit d'ailleurs pas comment il pourrait en être autrement. Bien souvent la seule bouffée d'air frais de tous ces « conseils » consiste justement dans l'apparition de seuls membres non strictement enseignants : conseillers d'orientation, médecins, assistantes scolaires.

3) Les possibilités d'accueil des élèves à la sortie de chaque cycle ne sont nullement adaptées aux be-



Le grand tourbillon de l'orientation est le carrefour des enfants perdus.

soins. En fait, on n'aboutit pas plus à proposer aux élèves des sections convenant à leurs aptitudes qu'à mettre, plus prosaïquement, de futurs producteurs dans les formations correspondant aux besoins économiques. L'expérience des élèves de 3^e de cette année en offre l'illustration. Après avoir affirmé que trop d'élèves se fourvoient dans un enseignement général long et que la France a besoin de techniciens et d'ouvriers qualifiés, on se contente, à cause de la tragique insuffisance de l'enseignement professionnel

long et l'absence à peu près totale de formation professionnelle courante, de caser vaille que vaille les élèves dans les sections qui ont pour seul mérite d'exister, sans plus tenir compte des impératifs de la planification que des aspirations et des goûts des jeunes. En définitive, c'est le prix de revient des sections qui est la raison principale de leur orientation. Et on laisse aux jeunes le soin de se débrouiller plus tard avec tout ce gâchis de possibilités inemployées, d'espérances déçues et d'efforts inutiles.

Et l'intérêt des jeunes ?

Il y a au moins une vérité essentielle que les textes actuels semblent oublier, c'est qu'il s'agit de former des hommes, que ceux-ci ne sont pas seulement des sommes provisoires de connaissances ou des bilans supposés d'aptitudes, mais des êtres en devenir dont les désirs, les motivations, les projets suscitent très largement les progrès et l'épa-

nouissement. Et les jeunes continuent d'ignorer totalement tout ce qui conditionne leur avenir : l'évolution de l'économie du pays, les professions et leur niveau de qualification. Les adultes qui les entourent, prisonniers de cadres de plus en plus opaques et étroits, deviennent totalement incapables de leur donner la moindre représentation de la société qui les attend.

Illusions et faux-semblants

Familles et jeunes sont encore victimes d'une autre bizarrerie de la logique particulière de cette réforme qui se présente comme la mise en place de structures administratives et pédagogiques destinées à orienter les élèves. On a répété qu'il s'agissait de « démocratiser » l'enseignement, de mettre les formations des niveaux les plus élevés à la portée de tous. Un si bel objectif devait s'accompagner des « classes passerelles » nécessaires. C'était du moins ce qui était annoncé et partiellement mis en place avec la création des « 4^e d'accueil ». En fait, plus l'application de la réforme avance, plus on se trouve au contraire en face de choix précoces et difficilement modifiables. L'hypothèse selon laquelle les élèves fourvoyés dans la préparation d'un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) voient progressivement se fermer toute possibilité d'accéder à des niveaux de qualification supérieure, en dehors de la voie héroïque et très restreinte de la promotion sociale.

Or, il faut dénoncer au moins trois contre-vérités :

1) Ce ne sont pas les aptitudes

L'intervention des services d'orientation

Face à ces immenses besoins, à ces erreurs, à ces lacunes, quelque neuf cents conseillers d'orientation scolaire et professionnelle s'efforcent d'apporter aux jeunes et aux familles des points de repère et des informations.

Sur le plan de l'information, ils s'efforcent de multiplier les causeries documentaires dans les classes et dans les associations de parents, d'organiser des visites d'établissements techniques, d'usines, de chantiers. Ils multiplient les notices de renseignement adaptées aux différents paliers d'orientation (non sans quelques tiraillements avec les services parallèles, tel le B.U.S., avec qui la coordination souhaitable est encore loin d'être réalisée).

Sur le plan du bilan psychologique, les centres d'orientation utilisent des épreuves variées : tests, questionnaires, entretiens, consultations d'autres spécialistes, dont il semble bien qu'ils soient les seuls à l'heure actuelle à mesurer à la fois

l'intérêt objectif très réel et les limites. Depuis longtemps, ils ont travaillé à préciser la place qui doit revenir à ces coups de sonde que sont les examens par tests (notamment collectifs dans les classes) au sein d'un processus continu d'orientation des jeunes, progressivement éclairés sur eux-mêmes, motivés, préparés à la vie et finalement capables d'un choix professionnel autonome et responsable.

Récemment, au fur et à mesure que s'installaient les nouvelles structures, ils ont obstinément fait l'effort d'entrer dans toutes les instances d'orientation pour enrichir et nuancer leur pratique et leurs méthodes dans un contact de plus en plus intense avec les réalités pédagogiques. Ils ont, en échange, apporté leur expérience aux professeurs souvent atterrés par les difficultés de leur nouvelle mission d'orientation. Mais nous sommes encore très loin de réalisations entièrement satisfaisantes.

ON SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Un rôle de contestation

Les conseillers sont ainsi bien placés pour apercevoir, au-delà de la myriade de cas particuliers, prédétermine les décisions qu'on croit personnelles, le poids des structures sociales.

Les conseillers ont fourni les plus vigoureuses critiques de l'organisation et du cloisonnement des enseignements obligeant à des décisions prématurées et absurdes. Ils ont souligné le rôle non seulement de la structure de l'ensemble de l'école, mais encore de celle de tel établissement particulier. Qu'un collège de 1^{er} cycle ait 3 classes de 5^e et 2 classes de 4^e seulement, et voilà tout un groupe d'élèves « inaptes » à poursuivre leurs études par la force des choses.

L'évolution constante de la vie sociale fera que ce rôle de critique



Il existe en France un conseiller d'orientation pour 1.000 enfants.

d'un service d'orientation est et restera permanent (fût-on en société socialiste).

On n'ose à peine parler des facteurs socio-économiques qui déter-

minent la vie des jeunes, tant le fait de souligner leur rôle est devenu en haut lieu la panacée qui guérit de tous les maux, en particulier de la nécessité d'une vraie réforme. Les conseillers n'ont pas manqué de le faire à une époque où cela était moins bien porté qu'aujourd'hui. (On n'ennuiera pas le lecteur de « T.S. » avec une biographie !)

Enquête sociologique, que de crimes on commet en ton nom ! On sait comment peuvent être utilisées les conclusions des recherches, par exemple sur le niveau des élèves. Un peu d'esprit critique pourrait cependant déceler, au-delà des faits ainsi révélés, les causes profondes. Nous renvoyons le lecteur à l'article déjà paru sur ce sujet dans « T.S. » (n° 234).

Du fin fond de ses dossiers d'orientation, le conseiller pourrait sortir un plaidoyer en faveur de la culture populaire, pour un enseignement dont la forme comme le contenu tiennent compte de la mentalité d'un jeune public qui, l'évolution rapide du monde où nous vivons aidant, sera plus étrangère à celle de ses éducateurs que les façons de voir les hommes de Cro-Magnon. L'enseignement traditionnel repose peut-être sur une culture bourgeoise, mais tout autant sur une culture d'un autre âge.

Esquiver ce problème de fond, c'est faire de la démocratisation de l'enseignement un leurre. Elle se retournerait contre ceux dont on avait souhaité la promotion.

Le niveau culturel, celui des connaissances scolaires, élargit l'éventail des possibilités du choix professionnel. Que dire alors de son importance, si on envisage non seulement de former des techniciens, des travailleurs qualifiés, mais tout autant des citoyens à part entière dans la nation !

Un acteur privilégié

Si le conseiller peut puiser dans son expérience professionnelle des raisons d'agir dans ce sens, il n'entend pas s'attribuer le monopole de ces objectifs. Parents, maîtres, syndicats ouvriers et enseignants, U.N.E.F. s'en inquiètent.

Toutefois, par rapport aux éducateurs directs des jeunes, le conseiller a, sur certains points, une position privilégiée.

Privilégié, il l'est, parce qu'il se situe en dehors du lien affectif qui fait le fond, pour le meilleur comme pour le pire, du rapport éduqué-éducateur, que ce soit dans la classe ou au sein de la famille.

Privilégié, il l'est parce qu'il se situe à la charnière des milieux environnants qu'il amène à s'exprimer et à se confronter. Il peut, par ses techniques, en avoir une connaissance objective. L'arbre ne cache plus la forêt. Les niveaux, les ambiances, les contraintes varient d'un établissement à l'autre. La note scolaire, par exemple, est un moyen pédagogique circonstancié dans une classe donnée qui a elle-même toute une histoire. Il peut être nécessaire de situer l'enfant dans un groupe scolaire plus vaste, de le définir par d'autres coordonnées ; ce sera le but d'un test de connaissances.

S'il connaît l'« élève », il connaît aussi l'enfant, tel qu'il se voit et tel qu'il est vu dans sa constellation familiale. Il en sera de même des milieux professionnels qu'il faut envisager, dégagés des manières de voir de ceux qui les constituent, non parce qu'elles sont erronées, mais parce qu'elles sont inutilisables par un jeune d'une autre génération.

Cette extériorité permet de mieux comprendre, mais aussi de mieux utiliser, n'étant pas directement concerné. Il s'agit d'une objectivité et d'une indépendance non par des qualités personnelles (dont les autres seraient démunis) mais par la fonction et par la méthode de travail.

Cette position stratégique du Service d'orientation, le conseiller la conserve à l'égard de l'adolescent lui-même.

Les projets d'avenir ne laissent au-

cun jeune indifférent. L'aide qu'on peut lui apporter en ce domaine répond, comme on vient de le voir, à un besoin et à une attente. Il n'est pas exagéré de parler d'une avidité d'information tant sur soi-même (connaissance de ses goûts, intérêts, capacités, clarification qui décante un premier choix) que sur les carrières qui s'offrent et sur les moyens d'y parvenir.

Voilà que le conseiller se retrouve

à son tour pédagogue, pédagogue de la décision personnelle. La manière même de donner des informations, ainsi qu'on l'a vu précédemment, qu'on identifie trop souvent à la simple documentation, doit être organisée dans cette perspective, partir des besoins de son jeune public, l'amener à apprendre à choisir. Cette éducation, sur ce point particulier, n'amorce-t-elle pas d'une manière essentielle celle du citoyen ?

La plus belle orientation du monde ne peut donner que ce qu'elle a

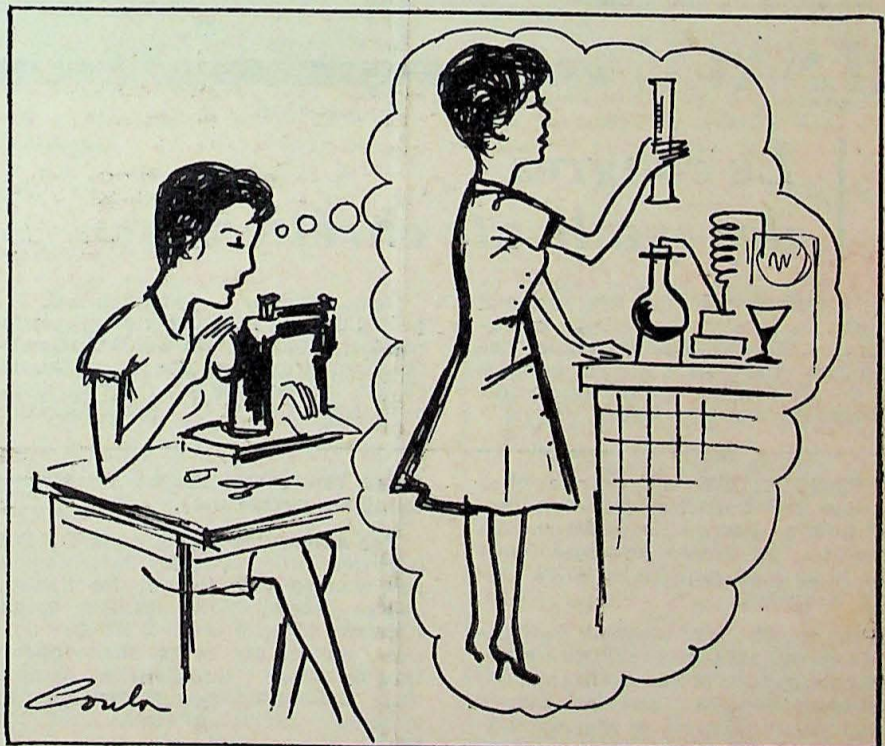
Conscient de l'aide que peut apporter un conseiller, ne vous avisez pas de vous précipiter au Service d'orientation de votre secteur, pour demander un rendez-vous ! L'agenda est comble trois mois à l'avance et il ne vous restera plus, avec patience si vous le pouvez, qu'à prendre rang sur la liste...

Un conseiller pour 10.000 enfants, voilà ce qui tue radicalement un service d'orientation. Quelle que soit la solution choisie pour faire face aux demandes des usagers, elle ne peut être qu'absurde : satisfaire les demandes individuelles dans leur ordre d'arrivée, ou s'échiner à couvrir au maximum son secteur. Entre les deux extrêmes, on jette du lest comme on peut ; on abandonne le secteur rural, ou les écoles de filles, les classes du F.E.P. ou bien les apprentis, enfin les catégories d'enfants les plus ingrates, celles pour lesquelles on se sent impuissant parce que, de toute manière, on n'aura rien à proposer, même si on cherche à sauvegarder un minimum d'information des fa-

ctives de travail autrement plus dynamiques.

En effet, le ministère, qui a besoin de « répartir » les générations montantes entre les différentes sections, perçoit bien la nécessité de spécialistes. Mais il les conçoit comme des « informateurs », agents de planning, tronquant l'activité du conseiller de tout ce qui fait actuellement sa valeur psychologique et éducative, projetant une formation rapide et utilitaire à contre-courant du mouvement général qui élève les niveaux de formation des professions.

Pour un parti socialiste, la réforme de l'enseignement est une des clés de voûte d'une refonte de la société. Le P.S.U. ne peut pas se désintéresser d'un service de l'Éducation nationale dont le rôle est d'aider à la promotion tant individuelle que collective des jeunes. Il ne suffit pas de dresser les grandes lignes d'une démocratisation de l'enseignement, il faut encore passer à l'étude des moyens pratiques de la réaliser. La définition et la



Au lieu d'orienter les élèves vers des débouchés à haute technicité, on se contente de les caser dans des sections qui ont le mérite d'exister.

milles par des articles dans la presse, des imprimés documentaires distribués dans les écoles.

Cette extrême pénurie, c'est avant tout un problème budgétaire. (Aucun plan de développement n'est prévu). Mais c'est par contre-coup une crise de la profession. Les jeunes conseillers trouvent dans le secteur privé, non seulement un salaire bien plus élevé, mais des perspec-

défense d'un vaste service de psychologie et d'orientation en est un qui ne doit pas nous laisser indifférents.

Denise Galloy,
Hélène Angeville,
François Longeot,

tous conseillers d'orientation scolaire et professionnelle.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

PEUGEOT

Une 7^e semaine d'action est nécessaire

Extraits d'un tract de : C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

Les faits sont là, l'intransigeance de Peugeot oblige les organisations syndicales et les travailleurs à poursuivre une action de longue haleine, pour obtenir autre chose que des promesses.

Plus nous serons nombreux dans l'action, plus vite nous obtiendrons satisfaction.

La première réponse de Peugeot a été : les sanctions, mises à pied et licenciements.

La 2^e réponse, le 14 avril, RIEN sur les revendications mais on examine, cas par cas, les sanctions.

La 3^e réponse, le 30 avril, toujours rien sur les revendications dans l'immédiat. On pourra faire quelque chose sur les salaires à l'automne ou au printemps prochain ! Quant aux

sanctions, on en discutera lorsque ce sera le dernier obstacle à la reprise du travail.

La 4^e réponse de Peugeot, ce sont les discussions entamées le 11 mai et qui se traduisent par ce que nous avons connu la semaine dernière : réintégration possible des licenciés avec le marchandage sur la prime de lancement, le rendez-vous très vague sur les salaires en septembre.

Les organisations syndicales ont refusé d'accepter un protocole de fin de conflit qui ne répondait pas à l'attente des travailleurs en lutte, bien qu'une évolution due à l'action ait été enregistrée.

Au moment où l'on aborde la 7^e semaine d'action, la direction persiste dans son refus de tenir compte du mécontentement exprimé massivement par les travailleurs.

Les organisations syndicales rap-

pellent, qu'elles ont, dès le début du conflit, dit fermement leur volonté de négocier, qu'elles entendent poursuivre dans cette voie qui est la seule issue du conflit afin de faire aboutir les revendications des travailleurs.

Les travailleurs doivent être conscients de l'attitude de la direction, attitude guidée uniquement par la défense de principes rétrogrades qui ont toujours caractérisé le capitalisme.

Son refus d'examiner la question des libertés syndicales illustre parfaitement : cette revendication ne coûterait absolument rien à la direction. Elle refuse par principe. Il faut souligner la réussite des manifestations du lundi 17 mai, les consignes ont été respectées, la manifestation a été respectueuse (forme nouvelle à Soissons) a été scrupuleusement respectée par 7.000 ou 8.000 participants.

LES salariés de Loire-Atlantique étant infiniment plus dynamiques et plus bruyants, on a tendance à limiter la crise des chantiers navals à Nantes et Saint-Nazaire : elle sévit avec autant d'ampleur en Haute-Normandie. Aujourd'hui, on apprend que 600 à 750 ouvriers des Chantiers Dubignon - Normandie de Grand-Quevilly seront vraisemblablement licenciés fin juin.

La nouvelle tombe brutalement, y compris pour les responsables syndicaux que la direction ne tient pas au courant. Dans notre n° 233, nous annonçons que la reconversion des chantiers de Quevilly rencontrait des « difficultés »... son échec est maintenant officiel et plusieurs centaines d'ouvriers doivent chercher un nouvel emploi alors que le marché de la main-d'œuvre arrive à saturation.

Les syndicats ont réagi immédiatement à cette nouvelle menace et ont organisé une manifestation, groupant deux mille personnes, dans les rues de la ville. Il est néanmoins certain que cette unité syndicale retrouvée (C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.) arrive bien tardivement et qu'elle ne renversera pas le cours des choses : malheureusement, c'est déjà un combat d'arrière-garde que les syndicats mènent. En effet, la crise est ouverte aux chantiers de Quevilly depuis plus de deux ans et elle s'est manifestée par des licenciements individuels ou par « petits paquets », par le départ des plus jeunes et des plus aptes vers d'autres entreprises, les commandes se raréfiant.

Un système de douche écossaise fut, à cet effet, appliqué par la direction, tantôt on répandait l'inquiétude chez les travailleurs et on opérait quelques licenciements individuels, tantôt on

mettait en avant cette tarte à la crème : la reconversion. Ainsi se révèle l'idée que les chantiers étaient condamnés, sans provoquer aucune réaction, chacun espérant conserver sa place... Aujourd'hui, c'est la dernière phase de la liquidation, on licencie la plus grande partie de la main-d'œuvre.

Au Trait, le même système est appliqué, mais on n'en est qu'au premier stade de l'opération. Ainsi, après les licenciements de cent cinquante-cinq ouvriers début avril, dix ont été réembauchés à condition d'être déclassés, cinq ont trouvé un autre emploi et cent quarante restent sans travail. Cependant, depuis quelques jours, on propose au personnel de faire des heures supplémentaires et on offre des primes pour que les deux car-ferry en chantier soient livrés en juin, comme prévu. Néanmoins, les meilleurs ouvriers et les plus jeunes quittent les A.C.S.M.

Mais pourquoi ce regain très momentané d'activité ? La manifestation organisée à Rouen, le 25 mars, par les syndicats des Chantiers du Trait a surpris les augures officiels par sa vigueur. Sans revenir sur ce qui était décidé (les cent cinquante-cinq licenciements ont eu lieu) le préfet et le député U.N.R. (et général de gendarmerie !) de la circonscription se sont employés à calmer les esprits... et, comme par hasard, les Chantiers du Trait ont reçu commande ferme d'un cargo de 7.500 tonnes pour la Transat (dont on sait la dépendance vis-à-vis de l'Etat) et une commande de principe d'un chalutier congélateur. En tout état de cause, ces commandes ne suffiront pas à empêcher une réduction d'activité lorsqu'en

SEINE-MARITIME

De Grand-Quevilly au Trait mêmes problèmes de reconversion

février les fabrications en cours seront toutes livrées.

En outre, cette impression de reprise s'accompagne d'une défaite ouvrière puisque les salariés concernés semblent accepter l'application du « système Simca » en ce qui concerne les heures supplémentaires. Selon ce système, seules sont réglées les majorations attachées aux heures supplémentaires, le salaire horaire correspondant étant retenu pour être versé ultérieurement lorsque la durée hebdomadaire de travail descendra en dessous de quarante heures. Ainsi, le capital est soulagé d'une partie des charges salariales pour un temps indéterminé, les salariés assurent seuls l'alimentation d'une caisse de compensation, le reversement ultérieur des sommes dues camouflera pour un moment la crise et démobilisera les travailleurs.

Pour autant, aucun problème n'est résolu : après la liquidation des chantiers du Havre et de Grand-Quevilly, on assistera à une forte réduction d'activité et, à plus long terme, à la fermeture des Ateliers et Chantiers de la Seine-Maritime du Trait. Les causes du mal n'ont pas disparu, à

savoir : anarchie de la production capitaliste, concentration financière des entreprises sur la seule notion du profit, mépris patronal pour la main-d'œuvre qui passe après la machine.

A cette opération concertée du patronat et du gouvernement — lors de son récent passage à Rouen, le ministre s'est fait l'apôtre des déplacements de main-d'œuvre ! — les syndicats doivent opposer un front uni, non seulement de tous les salariés des chantiers, mais encore de toute la métallurgie de Haute-Normandie. Lorsque deux mille à trois mille travailleurs des chantiers seront sans emploi, ils constitueront pour le patronat de la métallurgie un moyen de pression efficace dont les métallos subiront tous les conséquences.

Il faut enfin que l'action syndicale soit coordonnée de Grand-Quevilly à Nantes, du Trait à Port-de-Bouc, de La Ciotat à Saint-Nazaire ou au Havre pour remettre en cause les structures de la construction navale et défendre, par des mouvements concertés et synchronisés, l'ensemble des salariés de ce secteur menacé.

M. Chauvet.

ALSACE

Le congrès des syndicats chrétiens

A Strasbourg a eu lieu, samedi 15 mai, le congrès confédéral extraordinaire de l'Union régionale des syndicats chrétiens d'Alsace, congrès qui devait définir l'avenir du syndicalisme chrétien en Alsace.

Deux tendances s'affrontaient depuis plusieurs mois : l'une qui se prononçait pour le sigle C.F.D.T (Confédération française des travailleurs), l'autre qui entendait garder la dénomination C.F.T.C. (Confédération

française des travailleurs chrétiens).

M. Meck, député M.R.P. du Bas-Rhin, président du Conseil général du Bas-Rhin et président d'honneur des syndicats chrétiens d'Alsace, avait publié, notamment dans l'hebdomadaire catholique la « Voix du Peuple », un article virulent et même quelque peu venimeux, s'élevant, parce que partisan farouche du maintien du sigle C.F.T.C., contre tout changement et proclamant, entre autres, que la majorité des syndiqués chrétiens se prononceraient pour la C.F.T.C.

M. Meck est intervenu à deux reprises au cours du congrès. Il déclara notamment « qu'il ne pouvait

renier les opinions qu'il avait défendues depuis 53 ans et s'engager dans la voie du socialisme ».

M. Théodore Braun, président de l'Union régionale et chef de file de la C.F.D.T. lui répondit en soulignant pourquoi une évolution était nécessaire et lança un appel solennel pour sauvegarder l'unité du mouvement.

Une très vive controverse s'instaura ensuite entre les tendances C.F.D.T. et C.F.T.C. des mines de potasse du Haut-Rhin.

C'est par une majorité écrasante (195 voix contre 27) que le Congrès se prononça pour l'appartenance à la C.F.D.T.

Louis Fouilleron.

L'INQUIETUDE est grande chez les 150 licenciés des établissements Perrin-Electronique. La fermeture de l'usine est maintenue pour le 20 mai, jour où paraîtra *Tribune Socialiste*.

A moins d'un changement d'attitude du patronat. Les travailleurs espèrent encore que l'action menée par les syndicats aboutira ; de son côté, le ministère du Travail avoue son impuissance et ne peut obliger l'entreprise à ne pas fermer. Il peut pénaliser. C'est tout. L'opération fait peut-être partie de la politique dite « de détente sur le marché du travail ». Ou bien le Pouvoir n'est pas aussi fort qu'il le dit, ce qui revient au même.

La consigne syndicale est de bloquer sur place le matériel qui risquerait

d'être replié sur l'usine de Drancy (banlieue parisienne).

Par ailleurs, la C.G.T. et la C.F.D.T. adressent une lettre au Parlement et aux élus du département, les alertant sur la gravité de la situation et dénonçant le groupe C.G.T.V.E. dont c'est, en un an, la troisième opération de genre ; de tels actes demandent des sanctions efficaces ; les syndicats réclament dans leur lettre :

a) de mettre sous tutelle l'entreprise Perrin ou de l'exproprier, pour permettre aux travailleurs de conserver leur emploi ;

b) de supprimer toute aide publique aux Ets C.G.T.V.E., usine Bréguet, etc.

Le système économique permet — seul — aux patrons d'agir à leur guise. Aussi pour éviter le renouvellement de semblables agissements, la C.G.T. et la C.F.D.T. font des propositions de loi :

— Création d'une commission d'enquête possédant le maximum de pouvoirs de contrôles et d'investigations ; subordonner tous licenciements, tou-

VOSGES

La direction Perrin-Electronique maintient la fermeture de l'usine

tes fermetures d'entreprises à l'accord de cette commission ;

— l'employeur peut faire appel, s'il est à nouveau débouté, le licenciement est rendu impossible ;

— si l'entreprise passe outre, elle est expropriée par les Pouvoirs publics ;

— toute subvention, toute commande d'Etat sont supprimées dans l'ensemble du groupe ayant porté atteinte au droit syndical ;

— toute entreprise, même non adhérente à un syndicat patronal, est tenue d'appliquer les conventions collectives.

Alors que ces propositions étaient rédigées dans le feu de l'action, la nouvelle d'une autre fermeture se répandait.

Une autre usine fermée à Fresse-sur-Moselle ? Ce serait une usine textile, à 25 km de Remiremont. Une vingtaine d'usines ont ainsi fermé leurs portes en quinze ans dans l'arrondissement. Trois se sont reconverties, dont l'entreprise Perrin-Electronique. Rien de rassurant quand les patrons ont en droit et en fait tous les pouvoirs. Les ouvriers et la population ne veulent plus de fermetures d'usines, alors qu'aucune reconversion ou implantation sérieuse et suffisante n'est prévue.

A VENDRE 2 CV

1960, 55.000 km, bon état, moteur refait. Prix selon argus.

S'adresser à « Tribune » qui transmettra.

LES JEUNES ET LE SOCIALISME

Y a-t-il un aspect commun à tous les problèmes que nous avons cités ? Y a-t-il un axe général qui permette de coordonner les luttes de la jeunesse ? Il semble que oui. Dans la société française actuelle, la jeunesse apparaît de plus en plus comme le long apprentissage de la passivité et de la résignation.

L'école

C'est dès le plus jeune âge, avec l'école, que cette situation commence. L'enquête de la S.O.L., déjà citée, montre qu'il n'y a guère que le tiers des jeunes qui estime avoir la possibilité de discuter avec leurs professeurs ou de prendre une part active dans l'organisation des cours de l'école. Quelle peut être la situation des 65 p. 100 restants ? Il est à craindre que pour eux le « savoir » restera toujours l'assimilation passive d'un certain nombre de connaissances. Ils sont ballottés des leçons apprises par cœur aux examens plus ou moins hasardeux, en passant par le bachotage, sans qu'on leur ait jamais montré que le « savoir » c'était aussi la possibilité de remise en question. A qui la faute ? A coup sûr, les conditions matérielles de l'enseignement en France y sont pour beaucoup. Comment aménager de meilleurs contacts entre les élèves et les enseignants, comment faire participer les élèves à l'organisation de leur travail, quand on enseigne des classes de 40 et plus, dans des locaux sous-équipés, avec des horaires et des programmes surchargés ? Mais les conditions matérielles n'expliquent pas tout. La nature des méthodes pédagogiques y est aussi pour quelque chose. C'est un instituteur qui écrivait il y a quelque temps à un mensuel de gauche : « Carte du syndicat en poche, militants même parfois, nous avons aussi très bonne conscience : cela ne nous empêche pas, trente heures par semaine, de nous conduire comme des adjudants de caserne. » Cette situation n'est pas un hasard : le capitalisme industriel a besoin de cadres très spécialisés — et très capables dans leur spécialité — mais dont l'horizon des connaissances a été suffisamment borné pour qu'ils ne soient pas capables de remettre en cause leur situation de travail. Le plan Fouchet vient encore de matérialiser la nécessité pour le patronat d'un enseignement dualiste : l'élite aura son enseignement « humaniste », quant aux masses populaires, on leur distribuera un savoir parcellarisé et utilitaire.

C'est pourquoi il ne suffit pas, pour lutter contre la passivité imposée aux jeunes enseignés, de revendiquer une augmentation des crédits de l'Éducation nationale. Lutter pour d'autres méthodes pédagogiques, ce n'est pas lutter contre les enseignants, mais au contraire lutter pour une plus grande dignité du métier d'enseignant. De ce côté-là, les choses avancent. L'organisation la plus représentative des étudiants, l'Union nationale des Étudiants de France, réclame « la participation active des étudiants à l'organisation de leurs études ». Et l'organisation la plus représentative des jeunes travailleurs, la J.O.C., dénonce « les méthodes d'enseignement inadéquates aux besoins du monde moderne » et proclame « que l'enseignement doit apporter une contribution à l'épanouissement humain des jeunes travailleurs dans tous les domaines et préparer ainsi des hommes capables d'œuvrer à la promotion de leur milieu ».

Lutter pour une réforme des structures de l'enseignement, pour une réforme du contenu et des méthodes et, bien entendu, pour l'obtention des moyens matériels nécessaires à leur réalisation, ce sont là des thèmes indissociables, si l'on veut lutter contre la passivité inculquée aux jeunes dès l'école.

Le service militaire

Après l'école, vient le service militaire. Il n'est pas indispensable de décrire en détail ce qu'est la vie du conscrit : cela est bien connu. En fait, les structures imposent à un tel point la passivité qu'il est difficile de distinguer ce qui relève de la règle militaire et ce qui provient des consé-

quences caricaturales qu'en tirent les appelés : « La discipline faisant la force principale des armées... », « Quand tu auras reçu un ordre, attends le contre-ordre », où est la règle, où est la caricature.

M. Jean Planchais écrivait récemment dans « Le Monde » : « Ecrasés par l'absurdité apparente de leur condition provisoire, persuadés d'être, non au service de la nation, mais à celui de l'armée (...), ils aboutissent à une sorte d'anarchisme passif. Certains continueront à le pratiquer dans la vie civile. » Et qu'on ne croie

vu combien il pouvait se sentir frustré d'être en fait exclu de son travail. Là aussi, c'est sur toutes les revendications augmentant l'intensité des pouvoirs ouvriers dans l'entreprise que l'accent doit être mis.

Loisirs et culture

La diminution du temps de travail ne doit pas être l'augmentation du temps vide. Les loisirs doivent être, au contraire, pour le jeune, la possibilité de « se compléter » et d'acquiescer une dimension véritablement hu-

tament en rien la passivité des « consommateurs » de culture. Cette passivité ne peut en fait être entamée que si d'une façon ou d'une autre, les « consommateurs de culture » influent sur le choix et le contenu des modèles culturels qui leur sont proposés.

La tâche n'est pas facile, car les expériences manquent quant à ce qu'est devenue la culture en régime socialiste. Il est permis de passer rapidement sur la période du « réalisme socialiste » : plus encore qu'une déviation « propagandiste » de la culture, il s'agissait sans doute d'une branche culturelle de la propagande. Cependant, des courants intéressants se font jour depuis peu. Entre les deux images que nous pouvons avoir de la culture en U.R.S.S., celle, idyllique, du chauffeur de taxi lisant Proust entre deux clients, et celle d'Evtouchenko lisant et expliquant ses poèmes sous les questions et les critiques de petits groupes qui l'entourent, il est permis de préférer la seconde.

La tâche n'est pas facile, non plus, parce que les organisations politiques ne sont guère accoutumées à intervenir sur les problèmes culturels. Cela est pourtant nécessaire et cela est légitime car le parti politique a vocation à intervenir sur tout. Il y a, dans le domaine culturel, des expériences intéressantes (celles du T.N.P. par exemple) : il faut les populariser, en susciter d'autres. C'est un terrain qui ne peut plus être abandonné à l'hégémonie néo-capitaliste.

Voilà donc quelques lignes d'action. Elles partent de deux constatations : 1) l'intervention politique en milieu jeune présente des caractères différents de l'intervention politique traditionnelle ; 2) elle ne saurait se réduire à l'action sur les problèmes du travail, encore moins à une quelconque défense des libertés démocratiques.

Il reste maintenant à incarner dans la pratique ces propositions, à les concrétiser à tous les niveaux. Car il ne suffit pas de dire que les véritables solutions aux problèmes des jeunes sont d'ordre socialiste : il faut que ces solutions se présentent à eux, de façon concrète comme un ensemble positif bien défini. C'est le communiste italien Lucio Mugri qui disait : « L'idéal de la société communiste, son contenu, ses valeurs, ne peuvent donc rester (s'ils le purent jamais) une vague promesse d'avenir, mais doivent devenir, même sous la forme d'approximations successives, un élément décisif et préalable de la lutte pour le pouvoir. »

FIN

J. Kergoat.



(Photo A.D.P.)

Temps libre ou temps vide...

pas que c'est là un aspect du service militaire qu'explique la désuétude de son organisation. C'est au contraire l'aspect que le régime tient à maintenir, en attendant qu'il ait pu mettre en place l'armée de métier qu'il souhaite.

Il suffirait, pour en être persuadé, de se rappeler ce qui est arrivé aux « Clubs de jeunes agriculteurs » qui fonctionnaient dans quelques unités. Le prétexte officiel de leur reprise en main, dont le cynisme inconscient est déjà surprenant, était qu'ils étaient devenus une pépinière de syndicalistes agricoles. Plus largement, il est clair que ce qui est apparu intolérable dans la circonstance, c'est l'initiative laissée dans ces clubs aux jeunes ruraux pour organiser eux-mêmes leurs tâches.

C'est pourquoi (et nous n'abordons pas ici tous les problèmes liés au rôle de l'armée dans la nation) la lutte pour une réforme du service militaire ne peut se cantonner dans la revendication d'une diminution de sa durée ou d'améliorations de détail. Elle doit être une lutte contre le conditionnement imposé au jeune appelé, contre la soumission passive qui est exigée de lui. Elle doit exiger un changement total du statut du soldat et pour cela mettre en avant la nécessité de lui confier le maximum de responsabilités de gestion.

Sur le lieu de travail

Nous avons déjà abordé précédemment les problèmes du jeune travailleur dans son entreprise. Nous avons

maine. Les intérêts du capitalisme le poussent au contraire :

1) à éviter le plus possible tout ce qui est organisation collective des loisirs (moins rentable) ;

2) en orientant le besoin culturel vers des divertissements stériles, mais rentables.

En face du manque d'équipements, le jeune se trouve ainsi passivement ballotté au gré des modes que crée artificiellement la publicité.

Devant cet état de fait, les lignes d'action sont simples : exiger la multiplication des équipements collectifs, mettre en place nous-mêmes le maximum de loisirs actifs de groupe. Encore importe-t-il de préciser que la création des équipements collectifs ne peut être laissée au secteur privé et que ces équipements doivent être gérés par les jeunes eux-mêmes.

C'est dans ce cadre que se place aussi le problème de la culture. Disons tout de suite que la culture populaire est trop conçue en France comme devant favoriser l'accession des masses populaires à la culture et non l'irruption de masses populaires dans la culture. Beaucoup de penseurs socialistes semblent être de cet avis. C'est Henri Lefebvre qui dit : « On peut déverser sur les gens de la musique, des reproductions de tableaux, des poèmes, sans que cela fasse avancer la question, au contraire », et Jean-Paul Sartre : « Le sens de la culture, c'est cette homogénéité entre l'individu producteur de culture et un public qui peut conditionner, comprendre, juger. » Et il est vrai que, à eux seuls, les livres de poche et autres self-services du savoir n'en-

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi 81, r. Mademoiselle
Paris (XV) Paris (XV)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

● Publicité :

Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LES VIEUX, LES INFIRMES, CES ÉTERNELS OUBLIÉS

« Nous crions la misère de 3 millions de Français, personnes âgées, infirmes, aveugles, invalides dont la vie quotidienne dépend des seules prestations de l'aide sociale ou de la Sécurité sociale et qui doivent vivre avec moins de 5 francs par jour. »

Ces paroles de M. Robie, membre du bureau de la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, lors d'un récent meeting tenu à Paris illustrent le sort tragique que réserve à ceux de ses membres qui ne sont pas « producteur à plein temps » une société uniquement préoccupée de produire toujours davantage.

Notre pays compte 8 millions de personnes de plus de 60 ans ; 180.000 malades de longue durée, dont le taux moyen des indemnités journalières est de 8,50 F par jour ; 200.000 invalides qui perçoivent 6 F par jour.

Encore faut-il souligner que ceux-là sont les plus favorisés car il reste encore un nombre important de pensionnés d'invalidité de la Sécurité sociale qui perçoivent seulement le minimum soit 2,73 F par jour ! S'ils bénéficient en plus du Fonds national de solidarité, ils disposeront alors de 4,65 F par jour.

100.000 malades bénéficiaires de l'Aide médicale gratuite ne perçoivent que 0,91 F par jour s'ils sont hospitalisés et 2,3 F s'ils sont soignés à domicile.

45.000 infirmes dont un certain nombre ont été évincés du bénéfice des dispositions de l'Aide sociale aux grands infirmes sous prétexte que leur taux d'invalidité permanente n'atteignait que 78 p. 100 doivent se contenter de 4,65 F par jour.

250.000 aveugles et grands infirmes présentant une invalidité permanente d'au moins 80 p. 100 peuvent au maximum recevoir de l'Aide sociale 1.700 F par an à la condition que leurs ressources, allocations comprises, ne dépassent pas le plafond de 3.200 F. Cela donne en clair 4,65 F par jour.

Cette liste est longue et, hélas ! terrible, comme le dit M. Robie. En 1965, en France, 3 millions de citoyens théoriquement égaux en droits avec 45 millions d'autres constituent le ghetto de la faim et du sous-développement.

Il est inutile d'insister sur le scandale que constitue une telle situation, tout le monde en est conscient, mais malheureusement personne ne bouge.

L'opinion est moins sensibilisée à ce problème qu'à d'autres peut-être plus voyants mais moins urgents.

Quant au gouvernement il a, en 1961, créé une commission d'étude des problèmes de la vieillesse dite commission Laroque.

Cette commission a préconisé des mesures modestes, certes, mais qui, constatant le décalage des ressources allouées aux anciens et aux invalides par rapport aux autres catégories de la population préconisait une amélioration progressive de ces mêmes ressources.

Ces améliorations tendaient à porter les ressources annuelles des intéressés au taux de :

- 1.600 F au 1er janvier 1963 ;
- 1.900 F au 1er janvier 1964 ;
- 2.200 F au 1er janvier 1965.

Ces sommes étaient d'une prudente



Les vieux sont les « laissés pour compte » de la civilisation industrielle.

timidité, pourtant le gouvernement n'a pas cru devoir retenir ces mesures et le décalage entre ce qui a été proposé comme un minimum et ce qui finalement a été réalisé est proprement scandaleux car si le gouvernement a souscrit à ces conclusions il s'est bien gardé de les réaliser.

Le retard au 1er janvier 1965 est de 300 F par an.

Quand aux experts du V^e Plan, bien que proposant un relèvement des retraites et pensions, ils se montrent, eux aussi, d'une timidité malade, encore heureux si ces relèvements sont bien appliqués car le gouvernement est coutumier du fait. Tout le monde sait que la vignette automobile qui fut à l'origine créée par Paul Ramadier pour alimenter la Caisse d'aide aux vieillards, n'a pas rapporté un sou à cette caisse. On pourrait, bien sûr, rechercher des excuses à une telle orientation gouvernementale.

Ce souci de limiter les dépenses normales de la nation pourrait s'expliquer par le souci de gérer le budget de la nation en répartissant les dépenses aussi équitablement que possible entre les besoins légitimes de tous les Français.

Il est normal, au moment de prévoir le budget du pays de se poser la question de savoir si la dépense qu'on va faire dans tel secteur ne serait pas mieux utilisée sur un autre secteur ; il est légitime de peser les critères de rentabilité et d'utilité. De là peut-être l'impossibilité de tenir toutes les promesses faites.

Jugez-en plutôt à travers ces quelques faits indiscutables :

● En 1960 : un mirage IV et son environnement, étaient estimés à 2 milliards.

Son coût actuel est de 7 milliards et demi.

Avez-vous entendu dire que l'on ait réduit pour autant les projets touchant à la construction de ces avions ?

● En 1960 : l'usine de Pierrelatte était évaluée à 200 milliards.

Les deux premières tranches sont terminées et l'on admet aujourd'hui qu'elle coûtera au moins 600 milliards. Y a-t-il eu des projets de compression ?

● La « Loi-programme » affecte 170 milliards à la construction de 3 sous-marins nucléaires. On sait que les sous-marins analogues construits en série en Amérique coûtent déjà 60 milliards chacun. Va-t-on ne construire que 2 sous-marins pour se tenir dans les limites des dépenses prévues ?

● Onze années de « force de frappe » 4.625 milliards, compte non tenu des dépassements certains et des crédits disséminés dans d'autres budgets.

Y a-t-il eu une volonté gouvernementale exprimée de s'opposer à ces dépassements ?

Non. On ne coupe les crédits que de ceux qui ne peuvent pas se défendre. Il faut que l'opinion française prenne conscience de ce problème.

Il faut agir. Les organisations d'anciens et d'invalides réclament le respect des

conclusions de la commission Laroque, c'est-à-dire l'attribution du minimum de 2.200 F avec rappel au 1er janvier 1965 augmenté de 15 p. 100 pour tenir compte de l'augmentation officielle du coût de la vie depuis 1961 soit, au total, 2.500 F par an à tous ceux qui, du fait de la vieillesse, de l'invalidité ou de l'infirmité, ne peuvent compter sur un revenu professionnel. Cette revendication est un minimum ; il faut que nous forcions le Pouvoir à l'adopter pour effacer la honte que constitue la misère de 3 millions de Français.

Rémy Grillault.

Pour monter pièces inédites
Thèmes bibliques - Recherche
acteurs amateurs

Ecrire LIPA, 17, rue Gallieni
Rosny-sous-Bois ou téléphoner
Lavoisier 04-88.

Un numéro
de Correspondance Municipale
qui intéressera
les nouveaux élus locaux

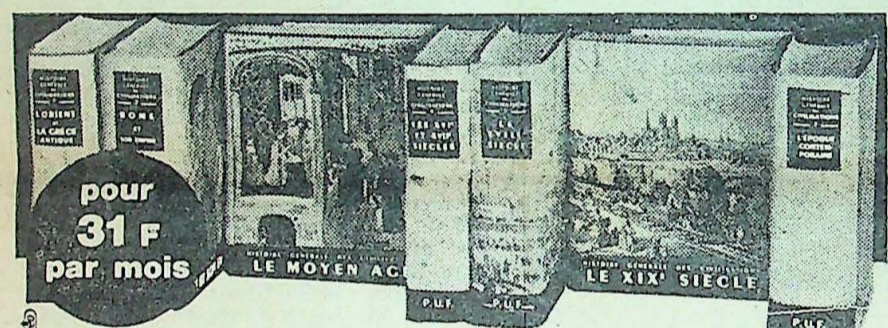
Les finances locales

Comment lire et apprécier un budget communal.

Au sommaire :

- Présentation des documents budgétaires ;
- Calendrier et procédure d'établissement du budget ;
- Le système fiscal des collectivités locales ;
- Le financement de l'équipement communal ;
- Les subventions de l'Etat aux communes ;
- Le département et la vie des communes ;
- Comment lire les documents budgétaires ;
- La politique fiscale des municipalités ;
- Comment lire la feuille d'impôt ;
- Les services collectifs offerts par la commune ;
- Eléments d'appréciation du budget communal ;
- Diverses annexes :
 - ordre de grandeur des budgets communaux ;
 - l'aide de quelques organismes spécialisés ;
 - les problèmes financiers des communes-dortoirs.

Prix : 3,50 F l'exemplaire. C.C.P.
Paris 13-942-51. ADELS, 94, rue
N.-D.-des-Champs, Paris.



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
La plus belle histoire
"humaine" que nous
possédions. Mercure de
France. Une admirable
équipe. Education Na-
tionale. Une réalisation
de grand style. Le Paris-
ien Libéré. Un soin qui
fait honneur à l'édition
française. Le Monde.
D'une admirable vi-
gueur scientifique.
Il Giornale d'Italia. Un
modèle de synthèse.
American Historical Re-
view. L'idée française
que l'histoire peut être
présentée à un public
plus vaste que celui des
érudits, sans sacrifier la
méthode érudite, a ra-
rement trouvé démon-
stration plus éclatante.
Economic History Re-
view. Ces sept volumes
magnifiquement illus-
trés ne doivent manquer
à aucune bibliothèque.
Die Neue Gesellschaft.
La qualité du papier, de
la typographie et de
l'illustration est pleine-
ment digne du texte.
Miroir de l'Histoire.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.
Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage
d'origine, je vous réglerai 340 F comptant en 3 mensualités de 115 F
 en 12 mensualités de 31 F.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

ROGER VAILLAND

Un écrivain est mort : Roger Vailland. Le décès d'un littéraire plus ou moins connu, plus ou moins chargé de prix et d'honneurs est une chose banale. Mais Roger Vailland n'avait pas seulement du talent, c'était un écrivain de race, un écrivain que l'on aime.

Il avait fait ses débuts dans le journalisme pour lequel il conserva toujours une certaine tendresse. Avant même de connaître son œuvre de romancier qui ne faisait que commencer, les hommes de ma génération purent apprécier, après la Libération, ses articles étincelants publiés dans l'hebdomadaire *Action* première manière.

Au journalisme, le romancier Vailland doit d'ailleurs beaucoup : un style sobre, vif et nerveux, le don de l'observation rapide des êtres et des choses, le goût d'une analyse concrète de la condition ou plutôt des conditions humaines.

Vailland avait aussi gardé du reporter le goût des grands voyages, en particulier dans le tiers monde. Il a visité l'Indonésie, l'Égypte pré-nassérienne où il fut emprisonné. Son dernier grand voyage fut celui qu'il effectua en 1958 dans cette île de la Réunion où le colonialiste Debré devait recevoir plus tard le salaire de la trahison de ses propres principes.

Mais Roger Vailland était également un homme du XVIII^e siècle, un moraliste, un libertin passionnément désireux de comprendre son temps, comme l'ont été précisément les grands maîtres du XVIII^e. Vailland, moins que tout autre, croyait à l'homme éternel, mais son regard acéré s'efforçait de discerner le comportement de l'animal humain plongé dans le monde de la société industrielle, de la civilisation mécanique.

Les maîtres à penser de Vailland : Sade et son goût pour la violence (« le crime est la menue monnaie des grandes passions » est une phrase de l'auteur de *Drôle de jeu* qui fait penser au « divin marquis »), et naturellement les grands séducteurs, Casanova, Laclos, Stendhal dont ne pouvait manquer de s'inspirer le romancier qui a su si bien parler des femmes. Vailland devait en particulier consacrer un essai à Laclos (il écrivit également l'adaptation des *Liaisons dangereuses* pour le film de Vadim) et faire l'éloge du cardinal de Bernis, ecclésiastique libertin.

Il est vrai que Vailland était aussi entré dans une église : l'Église stalinienne. Il fallait pas mal de cynisme — et un robuste optimisme — à l'auteur des *Mauvais Coups* pour militer au P.C. Venu, comme tant d'autres, du surréalisme au communisme, Vailland sentit s'effondrer ses convictions au moment de l'affaire hongroise. Mais contrairement à son ami Claude Roy il ne fut pas exclu, il se contenta de ne pas reprendre sa carte. Il a d'ailleurs su, lui l'intellectuel issu de la bourgeoisie, évoquer admirablement le monde des militants et des travailleurs.

Journaliste, essayiste, Roger Vailland tâta du théâtre (en particulier avec *Héloïse et Abélard*), mais excella surtout dans le roman où son tempérament de joueur fit merveille. Son œuvre exprime le goût de la violence,

de la passion, poussé jusqu'à l'auto-destruction. Significatif est le titre de son premier roman, *Drôle de jeu*, écrit à l'époque de la Résistance où l'auteur s'occupait par ailleurs de faire dérailler les trains. Également significatif est le titre de son second roman, *Les Mauvais Coups* (1948).

Un des meilleurs romans de Vailland : *Trois cent vingt-cinq mille francs* (heureusement adapté à la télévision) raconte l'échec de la tentative solitaire d'un ouvrier pour sortir de sa condition. Afin de gagner la somme nécessaire à l'acquisition d'un snack-bar, le héros du livre s'épuise à faire des heures supplémentaires et se fait couper la main dans un accident. Un des grands mérites de



(Photo A.D.P.)

Roger Vailland, romancier engagé, est de ne pas se couper du réel, du concret pour tomber dans un « réalisme socialiste » à la sauce jdanovienne.

Vailland reçut en 1957 une espèce de consécration avec le Prix Goncourt qui vint couronner *La Loi*, peinture de l'Italie du Sud en proie au chômage et marquée par des survivances féodales. Parvenu au seuil de la mort, le vieux patriarche Don Cesare exprime, dans *La Loi*, la tentation du « désintéressement » ressentie par l'auteur lui-même.

Cependant cette tentation n'empêchait pas Vailland de faire, il y a quelques mois (dans *Le Nouvel Observateur*), un « éloge de la politique ». Et dans l'entretien sur les villes avec l'architecte américain Shadrack Woods — que vient de publier le même journal — Vailland exprimait la même préoccupation d'échapper à la « sauvagerie ». « C'est très grave la disparition de la vie politique du fait de l'émiettement, de l'atomisation des villes. L'homme est un animal politique. C'est très important qu'il manifeste sa liberté en participant à la vie politique, en faisant de la politique, en faisant la politique. »

Ultime message d'un écrivain, d'un grand artiste dont le talent est inséparable du souci de comprendre son temps.

Maurice Combes.

VARIÉTÉS

Les marionnettes de Moscou à Bobino

Il s'agit d'un très bon spectacle. Les marionnettes russes ne sont pas commandées classiquement par « en haut » par des fils mais par en dessous et directement par la main. Les manipulateurs sont d'une virtuosité extraordinaire et donnent une impression de vie incroyable à leurs poupées qui sont très bien habillées et très bien typées. Le spectacle est une parodie de certaines représentations de l'art données par de soi-disant artistes qui devraient garder leur portion de talent et de mauvais goût pour les soirées de ripailles entre amis.

L'imitation est tellement remarquable que ce qui nous crisperait

dans la réalité nous amuse ici sans retenue. Vous apprécierez particulièrement : « Le chef d'orchestre », « La dresseuse », « Zoia kaboul » qui est une parodie hallucinante des chanteuses de cabaret américains, accompagnée de quatre « affreux jojos » en pull à col roulé qui sont d'un naturel parfait et par cela même sont parodiques. Après quelques mots d'amitié, la troupe de manipulateurs nous est présentée avec simplicité, et un courant de sympathie s'établit immédiatement.

Un spectacle qu'il faut voir.

Pierre Bourgeois.

TÉLÉVISION

Un verdict « orienté »

J'ai eu la curiosité de regarder à la télévision l'émission de la 2^e chaîne, le vendredi 14 mai, et intitulé « Verdict ».

De quoi s'agit-il pour ceux qui n'en connaissent pas le sujet ?

Une idée, bonne en soi, d'Armand Jammot, mais imposant son déroulement, fort bien réalisé du reste, par Pierre Cardinal.

Elle est la suivante :

Un fait divers : Un car brûlé à la suite d'un accident. Des blessés. Des morts... et un héros, un jeune homme de 17 ans qui, sauvent trois personnes dont sa mère, est grièvement brûlé, entre la vie et la mort, à l'hôpital... quelque part en France.

L'émission nous montre les journalistes accourus à la curée des nouvelles, voitures, magnétophones et photographes en commandos, supervisés par le journaliste qui écrit... en fonction de la place que voudra bien lui accorder le souverain rédacteur en chef. (On pense à France Soir... et au drame cornélien d'un Lazareff obligé de choisir entre le drame humain qui fera vendre le journal auprès du « bon public » et la dernière surprise-party à Moscou by night des misérables spécimens de la faune du Tout-Paris. Mme Frey, femme du ministre de l'Intérieur, en tête, Mme Pompidou étant pour une fois absente.)

Ceci dit, l'émission nous met au centre d'un drame dont la scène finale est la suivante :

Le père : Effondré, humain, ballotté dans cet univers du quotidien, où « les gens » de la presse ne pensent plus, blasés qu'ils se disent, ne savent plus s'ils sont en représentation (figurants inconnus) ou en train de devenir vedettes à la une.

Le journaliste : Brave type, finalement dépeint comme honorant la profession. Et à sa dimension, c'est vrai.

Entre eux, à la scène finale qui motive l'émission, un choix :

Le père, artisan, non bénéficiaire de la Sécurité sociale, de l'assistance médicale gratuite — victime donc de notre société — voit son fils mourant et sa femme paralysée à vie...

Il est effondré, vide, et sans un sou.

Le journaliste, qui vient d'apprendre le coût d'une journée d'hôpital, et que le métier n'a pas encore trop déformé, est ému par cette situation et il essaie d'y intéresser la solidarité... de la radio... et de son journal. Son appel n'est pas entendu. Sauf si le marché suivant se conclut :

Son rédacteur en chef le lui impose :

— Obtiens que le père prenne, sur son lit de mort, la photo de son fils — et nous la cède. Pour cela, offre-lui un chèque de 20.000 F.

Le père prend le chèque. A la une il y aura la photo de son fils mourant...

Pierre Desgraupes, qui ne nous parut pas très objectif, ce soir-là, pose alors la question suivante :

A la place du père, auriez-vous pris le chèque ? Répondez oui ou non. Verdict des téléspectateurs : 5.807 oui, 1.094 non.

Ceci est une chose. Mais il y a aussi le verdict des « jurés invités ». Car, pour corser l'émission, on avait, vieille formule, assis sur des fauteuils quatre personnalités d'origine différente.

Et cela valait la peine d'être vu. Il y avait, de droite à gauche :

— Gilbert Cesbron, écrivain catholique ;

— Yves Grosrichard, journaliste ;

— Mme Cornec, avocat, femme du président des Parents d'élèves de l'école laïque ;

— le père Avril, dominicain et prédicateur.

Tenez-vous bien : Yves Grosrichard (merci, mon vieux camarade) a répondu non. Les trois autres oui.

Je dis bien les trois autres : la laïque Cornec, le cléricale Avril, le catholique Cesbron.

Mais en quels termes ? Prenons Mme Cornec : Avocate (et socialiste, jusqu'à ce jour je le croyais), elle prend prétexte des fautes de la société pour excuser le comportement de l'homme. Elle ignore le côté volontairement fabriqué de la situation dramatique pour ne rechercher que la condamnation systématique à l'échelon supérieur. Elle oublie l'humain pour juger le social.

Je condamne le régime social qui crée l'inégalité, je me bats tous les

jours contre, mais Madame Cornec, si je ne croyais pas en l'Homme et à ses réactions du cœur — même si 1 homme sur 1.000 en est capable — je ne serais pas socialiste.

Mme Cornec répond oui. J'espère que son mari, qui mène un combat commun avec nous aurait répondu non.

Passons au père Avril :

Sourcils noirs sur bure blanche, démagogue en diable (pour lui, faire la quête dans la rue suffit à donner bonne conscience), le père Avril ne retient de ce marché que le côté le plus sordide : il était pauvre, on lui offre de l'argent, il le prend... et oublie le côté humain : celui d'un père prenant la photo de son fils mourant pour la vendre 20.000 F, parce qu'il est pauvre et qu'il pourra payer l'hôpital, comme si cela était sa préoccupation dominante en ces tristes jours.

Père Avril... Père sans fils.

Arrivons à Gilbert Cesbron :

J'ai toujours une hésitation pour le juger. Il me plaît, cet écrivain d'« Il est minuit, docteur Schweitzer », « Les Saints vont en enfer »... Souvent, j'ai souhaité qu'il milite avec nous. Et souvent aussi je me suis demandé s'il était homme à aller jusqu'au bout de ses récits, à s'engager avec eux.

Ce soir j'hésite encore.

Cesbron en tant que Cesbron dit non.

Cesbron à la place du père dit oui.

Dix minutes de plus et Cesbron et le père auraient dit non. Je l'espère pour l'estime que je veux encore lui porter.

Mais en plus (je n'ai pas pu obtenir SVP pour répondre non) 5.807 auditeurs contre 1.094 ont répondu oui.

Une majorité gaulliste en quelque sorte.

Celle des bien assis, confortablement juges d'une situation qu'ils ne vivent pas, spectateurs mis en condition pour avoir bonne conscience.

Non à la société ; oui aux 20.000 F.

Non à la peine d'un père ; oui à la compréhension de ses soucis matériels.

Non parce qu'on comprend la misère matérielle et pas oui parce qu'on n'arrive pas à comprendre, à atteindre la misère profonde de l'homme.

Le drame de ces verdicts, c'est qu'on demande une réponse en dix minutes à des hommes et des femmes sortant de table, à la veille du sommeil... qui jugent sur une situation bien préparée, ce soir-là, contre la société, pour la compréhension du malheur... des autres et en accord avec le père Avril. Ils ont eu... oui... bonne conscience. L'émission avait rempli son but.

La seule espérance à laquelle je me rattache, c'est qu'avec une nuit de réflexion, et autre chose que SVP pour juger dans l'anonymat, ils auraient changé d'avis.

Sinon tous, au moins plus d'un.

H. P.

GAGNY (Seine-et-Oise)

SAMEDI 22 MAI à 21 heures
Salle des Fêtes

FESTIVAL

DE CHANT CHORAL

organisé par le CERCLE LAIQUE
avec la participation
des Chorales CLAIRS ECHOX
et PASTEUR

et la Chorale de Stuttgart
DISTLER - SINGKEIF

Ensemble instrumental :

Michel COLLOT

Œuvres de Schumann - Rameau
Brahms - Monteverdi - Haendel
Beethoven.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin

ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 19 au 25 mai

NÉ POUR TUER

DEFFERRE ET LE "COMITÉ DES DÉMOCRATES"

DEJA LES DIVERGENCES

DIMANCHE à Rennes, le président du M.R.P., Jean Lecanuet, déclarait en apportant son soutien à la Fédération proposée par Gaston Defferre : « Quant aux décisions économiques, rien de fondamental ne sépare plus au niveau de l'action concrète, le libéralisme de progrès du socialisme nouveau, aux orientations d'une planification concertée. »

Trois jours avant, en effet, Lecanuet et Fontanet du M.R.P., Maurice Faure du Parti Radical, Jacques Duhamel du Rassemblement Démocratique, Bertrand Motte et Pierre Beaudis du Centre des Indépendants avaient reçu le maire de Marseille venu exposer ses intentions au « Comité des Démocrates », dont ils sont les initiateurs.

Ainsi donc, un pas après l'autre, vers la droite, et, dit-il, dans la voie du « modernisme » et du « progrès », le candidat désigné de la S.F.I.O. continue le dialogue avec des interlocuteurs intéressés non pas par la mise au point d'un programme mais par la désignation d'un candidat centriste.

C'est ainsi que le jour même où il rendait visite à ses amis démocrates commençait à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de réforme de l'impôt sur les sociétés par le gouvernement.

Et la veille de sa déclaration de Rennes, M. Lecanuet votait ce texte qui apporte aux capitalistes français l'un des plus jolis cadeaux que leur ait jamais offerts un gouvernement. Il le votait avec tous les M.R.P. presque tous les indépendants et les deux tiers des radicaux (tous les interlocuteurs du « Comité des Démocrates » faisaient de même).

Ainsi l'accord souriant entre Defferre et le « Comité des Démocrates » n'aura pu résister trois jours à l'épreuve des faits parlementaires. Ce test est extrêmement significatif. Il montre quelle solidité et par conséquent quelle efficacité aurait une alliance électorale conclue entre des hommes politiques que le premier vote sépare.

MAIS ce test a déjà eu un précédent parfaitement comparable, il y a seulement quelques mois.

Il s'agissait de voter sur le projet gouvernemental d'orientation du V° Plan. Nous en avions dénoncé dans les colonnes de « T.S. », et à plusieurs reprises, le caractè-

re de classe, marquant les avantages qu'il accordait aux capitalistes et les faveurs dont il faisait bénéficier les détenteurs de profits contre les salariés.

Rappelons seulement qu'aucune limitation n'était fixée dans ce V° Plan aux profits distribués par les sociétés et que l'autofinancement était prévu en nette augmentation permettant ainsi aux bénéficiaires des sociétés d'assurer l'accroissement de richesse des seuls actionnaires.

Ce V° Plan entraîna le vote d'un budget réactionnaire où les dépenses sociales furent sacrifiées au profit de la force de frappe et des dépenses militaires, où les tarifs publics furent augmentés, où fut décidée l'augmentation des impôts sur le revenu en même temps que prévus des allègements fiscaux pour actionnaires et obligataires de sociétés...

Par conséquent nous avons eu raison de le condamner et avec nous, le P.C., la S.F.I.O. et l'unanimité des syndicats.

Mais à cette même époque, le M.R.P., les indépendants et les trois quarts des radicaux s'étaient prononcés pour.

Le 5 décembre 1964 dans le numéro 217 de « T.S. » sous le titre : « Les contradictions inacceptables », nous écrivions : « Le vote qui a eu lieu cette semaine sur le V° Plan est un vote essentiel. Il a mis clairement en lumière de quel côté se rangeaient les forces politiques françaises en matière sociale et économique : les indépendants, le M.R.P. et les deux tiers des radicaux approuvent le projet antisocial du gouvernement et se séparent de la gauche ainsi réduite à 120 voix à l'Assemblée nationale. La vanité des coalitions du type « Contrat des Non » que nous avons sans cesse dénoncée est ainsi démontrée avec éclat. A l'heure du choix social, les adversaires du gaullisme se cassent en deux : le centre et la droite rejoignent leur camp naturel, celui des partisans (gaullistes ou non) du capitalisme. Leurs intérêts de classe l'emportent sur leurs divisions politiques de circonstance. »

AINSI donc le désaccord est permanent entre Gaston Defferre et les « démocrates » qu'il veut regrouper autour de la S.F.I.O. et avec qui il a signé hier un communiqué commun.

Et il porte non seulement sur un projet

fiscal limité... et éloquent, mais sur toute la politique économique et sociale des prochaines années.

Comment pourrait-il y avoir le moindre doute après de tels faits et qui pourrait encore garder des illusions ? M. Lecanuet peut bien faire semblant d'estomper les divergences : elles demeurent.

Ces votes apportent le plus cinglant des démentis à cette conclusion du livre de Gaston Defferre : « Un nouvel horizon » :

« Le premier rassemblement, étape obligatoire d'une remise en mouvement de la gauche doit réunir tous les partisans sincères du changement, tous ceux qui ne se satisfont pas de la société telle qu'elle est. »

Et Gaston Defferre, à la veille du Congrès national S.F.I.O., devrait relire les textes du Congrès précédent d'Issy-les-Moulineaux, il y trouverait approuvée par lui, « la condamnation des expériences centristes et de cette expression suprême de l'opportunisme politique qu'est le Cartel des Non »... Il est vrai que depuis, la S.F.I.O...

A mépriser jusqu'à la notion même de programme politique, on finit vite par renier idées et principes, par rester silencieux quand à travers le monde des hommes meurent pour être indépendants et libres, par être complice du pouvoir.

A vouloir à tout prix pour forcer la marche des événements, créer un regroupement sans programme avec des hommes opposés sur le fond même des options et des objectifs politiques, et seulement unis par un antigaulisme tardif, on ne fait pas un seul instant trembler le gaullisme.

On se prépare seulement à duper une fois encore l'électeur.

Heureusement, tout a une fin. A vouloir aller loin dans l'habileté électorale on finit par aller trop loin...

Espérons qu'à la minute de vérité tous ceux qui à gauche sont encore séduits et abusés (hommes de la S.F.I.O., des clubs ou des syndicats), tous retrouveront le sens de leurs responsabilités et chercheront à définir avec nous (P.S.U. et bien d'autres), la plate-forme politique qui pourra être défendue, sans exclusive, par un seul candidat des forces socialistes.

Il n'est pas encore trop tard.

Harris Puisais.